

# FRANCE-FORUM



JUILLET 1966, N° 73 - 2,50 F

## Un monde en mutation

# Polémiques et dialogues

## Mythes et réalités du Front Populaire

Le Front Populaire, cette efficace alliance électorale des trois partis de la gauche traditionnelle, radical, socialiste, communiste, accord éphémère qui n'alla pas jusqu'à la coopération gouvernementale, et qui désigne aussi un temps fort de la politique intérieure française sur la fin de l'entre-deux-guerres, le Front Populaire est plus que le Front Populaire, tant le mythe et la réalité sont indiscernables dans ces moments d'intensité et de densité historiques où, pour parler comme Péguy la tranquillité d'une période cède à l'effervescence d'une époque. Plus encore qu'une suite précipitée d'événements, victoire électorale acquise par un faible déplacement de voix, Léon Blum président du conseil, les occupations d'usine, les accords Matignon, le Front Populaire c'est aussi un branle-bas de foule où la colère avorte en bonne humeur, un semblant de révolution qui prend des allures de kermesse parmi les cortèges, les drapeaux et les chants, le tricolore de la Marseillaise mêlé au rouge de l'Internationale. Et comme l'histoire qu'ils ont une fois réveillée ne laisse guère les peuples au repos, le Front Populaire c'est enfin, il y a trente ans, le signe initial, lueur de torche sur la plus proche colline, qui parut mettre le destin en marche et faire s'ébranler la décennie la plus tragiquement mouvementée de notre histoire nationale.

Une mythologie est faite de fables mêlées aux sens multiples et qui se contaminent et se contredisent les unes les autres ; ainsi la mémoire des Français lorsqu'elle évoque le Front Populaire appréhende ce souvenir à travers des fabulations colorées, passionnelles, vivement contrastées : le Front Populaire, un tumulte de revendications désordonnées et démesurées, un spectacle affligeant de désunion nationale, annonciateur d'une guerre civile et d'une guerre étrangère l'une et l'autre à nos portes ? Le Front Populaire, un peuple adulte, debout, conscient de sa force, rassemblée dans une gauche enfin unie et en état de grâce historique, pour sauver une République menacée et arracher à une bourgeoisie et à un patronat endormis dans un égoïsme conservateur la reconnaissance des droits des travailleurs au libre dialogue d'où sortit un changement décisif dans la condition ouvrière ? Le Front Populaire, une révolution socialiste possible d'un coup dans le grand désarroi des possédants et tristement manquée en raison de la timidité légaliste de Léon Blum, du double jeu des radicaux, du retour en force d'un capitalisme que pour leur propre déconfiture les vainqueurs d'un jour avait ménagé et seulement aménagé ? Bref, le Front Populaire, succès ou échec, vraie ou fausse révolution, chance ou accident malheureusement ou heureusement uniques, ou expérience créatrice et dont l'exemple projette vers l'avenir un modèle toujours valable ?

Contre les fables noires ou lumineuses, on avancera la pointe d'un paradoxe très prosaïque qui pourrait

bien dévoiler une réalité cachée et déformée par les mythes ; ses partisans et ses adversaires ont beau n'en avoir pas eu véritablement conscience, le Front Populaire, et c'est sa signification devant l'histoire, par ce qu'il a refusé comme par ce qu'il a accompli, a porté un coup qui pourrait être décisif aux idéologies révolutionnaires, celles de droite, comme celles de gauche.

La gauche française de 1936, qui n'a été majoritaire qu'en s'étendant assez largement vers le centre, était animée par une volonté de lutte contre le fascisme déjà parti à la conquête de l'Europe et paraissait aller dans le sens de l'histoire ; jace à la subversion et, pour user du mot propre, à l'aventure révolutionnaire du fascisme, le Front Populaire entendait défendre les institutions républicaines et l'idée démocratique. Certes, beaucoup trop d'hommes de gauche à cette époque commettaient l'erreur de surestimer le péril intérieur et de minimiser la menace extérieure, de s'en prendre moins à Hitler qu'au colonel de la Rocque (lequel devait au moment de l'épreuve se conduire en patriote et avait sans doute dans la tête une République pas tellement différente de celle que nous devons aujourd'hui au général de Gaulle). Il reste que dans son inspiration la plus profonde, le Front Populaire annonçait la Résistance et exprimait le refus que le peuple français ne peut manquer d'opposer à toute révolution de droite.

En instituant les congés payés, les contrats collectifs, la vocation du syndicalisme au dialogue avec l'Etat et le patronat, le Front Populaire a administré la preuve, contre l'idéologie d'un grand nombre de ses partisans, qu'il n'était pas nécessaire de mettre la légalité en vacances et de faire la révolution pour enracer dans les lois et les mœurs un irréversible progrès humain. 1936 a été une sorte de 1789 social qui a vu la prise d'une bastille, et dont le philosophe de l'histoire doit se féliciter qu'il n'ait pas été suivi de quelque 1793 totalitairement socialiste qui l'aurait irrémédiablement disqualifié comme 1793 a gâté et stérilisé 1789. La grandeur de Léon Blum est d'avoir su dépasser l'idéologie du marxisme révolutionnaire et de s'être conduit en démocrate comme le lui commandaient la parole donnée, l'exigence de sa fonction et une plus intime et plus profonde conviction. L'œuvre sociale était certes inachevée comme toute entreprise à l'échelle humaine ; elle devait être reprise et poussée plus loin à la libération par les premiers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, qui, comme Léon Blum en 1936, ont démontré quelle pouvait être l'efficacité sociale de la démocratie.

Refaire littéralement le Front Populaire, se laisser prendre par ces mythologies de détestation ou d'envoûtement qui obscurcissent bien des regards en 1936 ? Irréalisme. Mais en comprendre les leçons pour non pas les imiter mais les transposer. Car la morale de l'histoire est démocratique et sociale, et donc, tranchons en deux mots, anti-idéologique et anti-révolutionnaire.

# FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .. 2 F 50

Abonnement : 8 n<sup>os</sup> par an. 20 F

Abonnement de soutien .. 25 F

## *sommaire* 73

### FORUM

UNE TECHNOCRATIE PARADOXALE,  
PAR CHARLES DELAMARE ..... 2

### ETUDE

PLAIDOYER POUR LE JOURNAL,  
PAR RENE PUCHEU ..... 8

### ENQUETE

LES TRAVAILLISTES ET L'EUROPE,  
PAR ANTHONY MORRIS ..... 16

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

EVOLUTION OU REVOLUTION AGRICOLE,  
PAR MARCEL FAURE ..... 22

### DOSSIER

LA FAIM : PROBLEME POLITIQUE ?  
PAR PHILIPPE FARINE ..... 27

### TEMOIGNAGE

UNE LETTRE DE JEAN LECANUET A « FRANCE-FORUM » ..... 31

### PROPOS DU TEMPS

SCIENCE DE L'OPINION ET DEMOCRATIE,  
PAR ETIENNE BORNE ..... 36

### POLEMIQUES ET DIALOGUES ..... 1

### SPECTACLES

GILBERT BECAUD,  
PAR JANINE MOSSUZ ..... 32

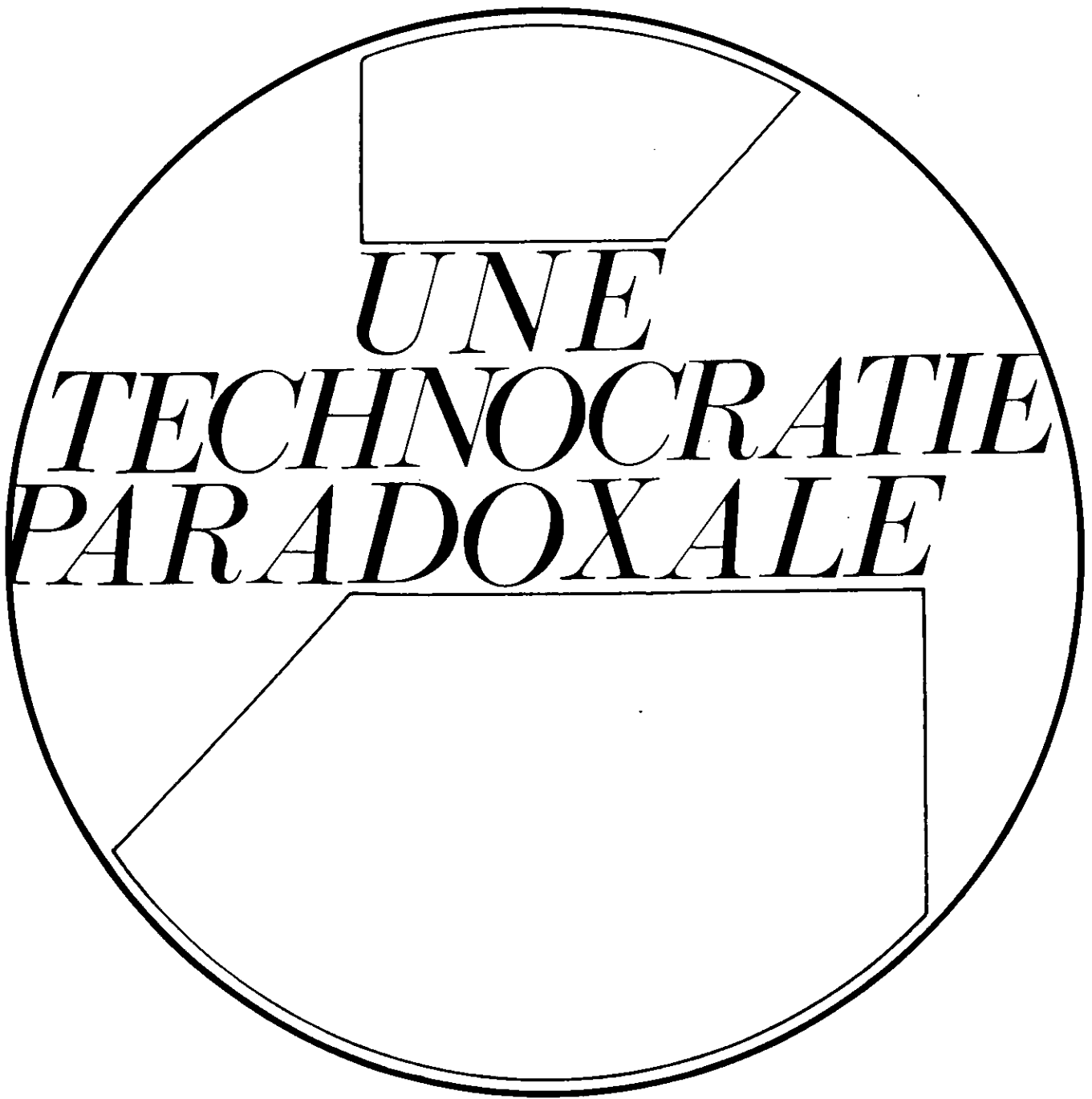
### NOTES DE LECTURE

L'EUROPE COMMUNAUTAIRE, DE PIERRE PFLIMLIN ET RAYMOND  
LEGRAND-LANE,  
PAR JACQUES MALLET ..... 34

LA VIE ECONOMIQUE, DE BERNARD CAZES,  
PAR JEAN-JACQUES BONNAUD ..... 35

**JUILLET 1966**

Photos : Rapho - Keystone - Jacques Windenberger - F. Sautereau.



PAR CHARLES DELAMARE

On se présente souvent aujourd'hui le technocrate comme une intelligence froide et inhumaine complètement coupée des réalités de la vie. Charles Delamare, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Nationale d'Administration, nous propose de la technocratie une image quelque peu différente. Cette image ne saurait évidemment pas échapper aux objections et aux contestations, d'autant qu'elle exprime une certaine conception de l'évolution de notre société qui peut ne pas faire l'accord de tous.

**D**ANS un essai brillant, nerveux, spirituel, Georges Elgozy, haut fonctionnaire, trace une description de la technocratie en France qui, malgré sa finesse, ne manque pas de surprendre (1).

Dans un style nourri de la fréquentation des moralistes du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'auteur ajoute les nuances de sa palette au portrait, déjà surchargé, du « grand commis ».

Ainsi donc, en France, pour de bons esprits, la technocratie ne prend pas naissance dans les bureaux d'études, les laboratoires et les usines, mais dans les cabinets ministériels et les antichambres des Présidents. Après un court chapitre sur les Polytechniciens, le livre de Georges Elgozy est entièrement consacré aux administrateurs de l'Etat, comme si le dynamisme de la société française procédait directement de l'imperium, de même qu'aux beaux jours de Colbert ou de Napoléon.

Voilà une attitude bien étrange dans le monde où nous vivons et qui mérite qu'on s'y attende un peu. Car si le terme de « technocratie » a été inventé après la deuxième guerre mondiale, c'est que celui-ci répondait à un besoin et servait à désigner un phénomène que ni Chamfort, ni Balzac n'avaient appréhendé.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il est temps, avec tous les risques que cet effort d'originalité comporte en France, de rechercher en quoi la révolution industrielle permanente que nous vivons, agit sur les structures des sociétés occidentales. Il sera plus facile ensuite de revenir sur la singulière manie, illustrée par Georges Elgozy, qu'ont nos compatriotes de continuer à régler leur vie à l'horloge du Roi-Soleil.

## I. LA TECHNOCRATIE, C'EST AUTRE CHOSE

C'est en effet un signe du sous-développement de la France que de considérer l'Administration comme l'élément moteur de la société. Il n'y a plus que les nouvelles républiques africaines pour partager cette conception.

Dans les pays plus modernes, l'opinion publique a pris conscience que l'évolution du monde n'est déterminée ni par les sautes d'humeur des monarques et des présidents, ni même par les plans subtils et les combinaisons bien ourdies des gouvernants extraordinairement habiles. L'action restreinte à la dimension politique n'égratigne que le vernis de l'histoire. La dynamique qui anime celle-ci trouve, en réalité, sa source dans les progrès de la technique. Depuis un siècle ce qu'on appelle « l'accélération de l'histoire » n'est que la démultiplication du mouvement qui entraîne les sciences appliquées.

La conséquence de cette évolution sur le plan social est l'accroissement massif du nombre des techniciens. A qui donner ce nom ? Certainement à tous ceux qui ont reçu une formation scientifique d'un niveau supérieur à celui qu'on appelle « primaire », mais aussi à tous les juristes ou les littéraires ayant acquis une spécialisation telle que leur absence ou leur élimination aurait des conséquences néfastes pour le progrès de la production pendant les quelques

années nécessaires à l'instruction de leurs remplaçants. Les représentants de l'Administration entrent, pour partie, dans cette définition, mais ils constituent une minorité de plus en plus réduite dans une cohorte de plus en plus serrée des hommes qualifiés.

On ne remarque pas assez que se dessine ainsi la disparition prochaine du travailleur n'apportant que sa seule force musculaire. La population active de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle comprenait au moins 90 % de manœuvres, à la ville comme à la campagne. Celle du XXI<sup>e</sup> siècle sera composée à plus de 90 % de techniciens. Les données à partir desquelles on pouvait évaluer les transformations de la société en 1850 sont donc complètement différentes de celles qui se présentent en 1966. Pourtant les théories élaborées à cette époque pèsent tellement sur les esprits qu'il est fort difficile de s'en dégager. Avant d'aller plus loin il faut lever cette hypothèque.

Ces doctrines qui longnaient l'héritage de la société de leur temps peuvent schématiquement être regroupées sous les noms de Saint-Simon et de Marx.

## A - Saint-Simon et Marx

Pour Saint-Simon l'aristocratie et la bourgeoisie devaient être remplacées en tant que classe dirigeante par les techniciens, peu nombreux certes, mais dont les connaissances étaient indispensables au fonctionnement de la société moderne.

Saint-Simon n'a pas eu entièrement raison ; il n'y a pas eu substitution, mais fusion. Les Polytechniciens de 1830 n'ont pas chassé les grandes familles : ils ont épousé leurs filles.

Pour Marx, la répartition parcellaire des moyens de production, afférente à la propriété privée était en contradiction avec la division du travail qui socialise toujours cette production. La concentration de plus en plus grande qui devait normalement être le résultat de la concurrence apporterait un remède à cette situation, mais amènerait en même temps, le triomphe du prolétariat, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population, sur un groupe restreint d'exploiteurs. Dans les pays occidentaux l'évolution n'a pas été celle prévue par Marx. La démocratie politique et le progrès technique ont favorisé la constitution d'une classe moyenne qui intimide assez les grands spécialistes pour empêcher ceux-ci de commettre des excès fatals à eux-mêmes sur le plan économique et qui interdit au prolétariat de réaliser une révolution risquant de remettre en question les progrès que la classe moyenne a accomplis sur le plan social.

Devant l'échec, tout au moins relatif, du marxisme, certains ont pensé que Saint-Simon, longtemps éclipsé par cette doctrine, avait eu des intuitions plus profondes que le philosophe allemand.

## B - Burnham

C'est le cas de Burnham qui opère un retour à Saint-Simon. Pour lui, il va se créer une caste de « managers », une technocratie qui remplacera la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle et finira par posséder les moyens de production, de façon plus ou moins ouverte. Mais Burnham n'est sensible qu'à l'aspect qualitatif de la montée des techniciens, il laisse de côté le fait quantitatif, qui est essentiel et vraiment nouveau. C'est pourquoi Burnham ne donne de la société future qu'une image floue et même tout à fait fautive dans la mesure où il se réfère à des exemples antiques, tel que celui de la caste des prêtres égyptiens, pour décrire la technocratie de l'avenir.

(1) Georges Elgozy : Le Paradoxe des Technocrates. Editions Denoël.

# UNE TECHNOCRATIE PARADOXALE

Bunnam a observé que les propriétaires contrôlent de moins en moins leurs biens et qu'ils doivent confier le rôle dirigeant aux techniciens. Aussi en conclut-il que ce ne sont pas les prolétaires mais les techniciens qui évinceront les bourgeois (au sens que Marx donne à ce mot). Son analyse ne paraît pas juste sur ce dernier point, car elle ne tient pas compte du fait que les techniciens s'accroîtront en nombre considérable dans les années à venir et que de plus en plus de gens deviendront indispensables au fonctionnement de la machine de production. Comment dans ces conditions les techniciens pourraient-ils constituer une caste ? Si tous les Egyptiens avaient reçu la même initiation que les prêtres d'Osiris, sur quelles bases se serait établie la technocratie ?

C'est donc une société tout à fait différente qu'il faut imaginer lorsqu'on parle de technocratie. Il y a contradiction dans les deux parties du mot formé sur un modèle utilisé souvent qui, d'une part, signifie pouvoir, domination, et d'autre part, sauf dans « démocratie » spécifie que ce pouvoir revient à une petite portion du peuple (aristocratie, autocratie, ploutocratie, etc.). La technocratie puisqu'il faut bien en arriver à une définition, serait le régime politique et social dans lequel le pouvoir serait détenu par les techniciens qui domineraient le reste de la population grâce à leur savoir.

Une telle structure sociale qui peut paraître plausible à la lumière des précédents historiques va à l'encontre du progrès technique. Celui-ci réclame par sa dynamique propre, quel que soit le régime politique, un nombre toujours plus grand de serviteurs. Une technocratie ne pourrait donc être qu'une construction provisoire édiflée par des hommes de science qui, pour maintenir leurs privilèges, s'efforceraient « d'arrêter le progrès ».

Autant dire qu'un tel système, affligé d'une aussi criante contradiction interne, s'écroulerait bien vite pour laisser la place au régime inscrit dans les faits : une démocratie de techniciens.

Voilà la démocratie mise à une nouvelle sauce dira-t-on, qu'est-ce que cela apporte de nouveau ?

## C - Le monde va changer de base

Cela signifie que c'est seulement à partir du moment où chaque citoyen, ou presque, bénéficiera d'une instruction de niveau supérieur et assumera des responsabilités importantes que l'humanité pourra construire une vraie démocratie. Celle-ci sera d'une certaine manière « collectiviste » ou « socialiste » car la possession des moyens de production par un petit nombre d'individus paraîtra encore plus scandaleuse que maintenant. Mais ce collectivisme sera modéré, ce socialisme ne sera pas marxiste, à la fois, parce que les techniciens agissant sans esprit de système laisseront subsister la propriété nécessaire à l'équilibre individuel et familial et parce que la valorisation extraordinaire de tous les hommes par l'instruction nous amènera près d'une économie d'abondance.

Peut-on exactement se représenter ce que ces mots signifient ? Depuis des millénaires l'humanité est hantée par le besoin, par la crainte qu'inspire la rareté des biens, par la faim. C'est de cette peur physique, de ce cri des entrailles qui dérivent la violence, les combats politiques, la lutte des classes. Les hommes se battent comme des chiens autour d'une pâtée, mais la mémoire et l'intelligence de l'espèce ont conduit les individus qui, au cours de l'histoire, avaient pour des raisons diverses remporté la victoire, à essayer de perpétuer celle-ci au bénéfice de leur race, de leur clan, de leur groupe. La pétrification d'un succès fortuit dans des structures sociales durables provoque les oppressions les plus insupportables. Le mérite du capitalisme a été non seulement de reconnaître l'existence de cette lutte acharnée, et

de ne pas figer les situations établies, mais aussi de la situer sur son vrai terrain qui est celui de l'économie. La noblesse du marxisme a été non seulement de rappeler le caractère inhumain de cette situation, mais aussi de vouloir y mettre fin non plus en employant des remèdes théologiques ou moraux, complètement inefficaces dans les conditions actuelles, mais en s'appliquant à résoudre le problème de la répartition des biens. Mais le capitalisme, comme le marxisme n'imaginent qu'à longue échéance la société humaine délivrée du rationnement que lui impose la nature. Or, le moment de cette délivrance approche beaucoup plus vite qu'on ne le pensait au XIX<sup>e</sup> siècle. Déjà les Etats-Unis se préoccupent sérieusement des problèmes que leur pose l'abondance. Déjà « La faim dans le monde » qui n'est que l'application de la loi naturelle apparaît scandaleuse. Il est paradoxal le sentiment de désarroi et de désenchantement naissant au seuil d'une ère d'abondance que l'humanité, consciente de sa faiblesse, a longtemps située dans le passé et non pas devant elle comme un objectif à atteindre. La puberté avant l'âge d'or déclenche une crise aussi difficile qu'avant l'âge adulte.

## D - Les techniciens sont des dynamiteurs

Dans la période de transition qui se prépare, le rôle des techniciens va être capital. Ce sont eux, et non plus le prolétariat, qui représentent la classe montante. Le prolétariat, dans le sens qu'on donne encore à ce mot, ne progresse plus, au contraire, son importance diminue par rapport à la population totale. Cette perte quantitative s'accompagne d'une transformation qualitative, tout aussi nuisible à ses capacités révolutionnaires. L'amélioration du niveau de vie, bien qu'encore modeste et surtout trop précaire, a tout de même eu pour effet d'enlever à beaucoup de prolétaires le désir de transformer la société, à partir du moment où ils se sont aperçus qu'ils pouvaient atteindre le bien-être individuel.

Les techniciens, à l'inverse, deviennent de jour en jour, à la fois plus nombreux et plus importants. Ils ont une conception du monde dont la force révolutionnaire est beaucoup plus explosive que n'importe quelle doctrine philosophique ou sociale. L'état d'esprit dont ils sont pénétrés les amène à remettre en cause tout ce qui les entoure. « Le monde, écrit Robert Musil, est tout simplement comique, lorsqu'on le considère d'un point de vue de technicien. Celui qui est habitué à affronter ses affaires avec la règle à calcul ne peut plus prendre au sérieux la moitié de ce qu'affirment les hommes ». Les techniciens sont là pour résoudre les problèmes. Ils admettent qu'ils font des erreurs, qu'ils connaissent parfois les données de façon incomplète, qu'ils s'engagent souvent sur de fausses voies, mais ils refusent de se résigner à ne pas trouver la solution, quelles que soient les conséquences que celle-ci entraîne. Une même obstination anime les physiciens de Berkeley, en Californie, les lanceurs de Sputnik, en Sibérie, et les anciens élèves de l'Ecole Nationale d'Administration, à Paris. Pour les uns et pour les autres, et c'est ce que Georges Elgozy ne semble pas avoir saisi, on trouve la même volonté froide d'aboutir à un résultat concret, même si, chemin faisant, une théorie scientifique vénérable est pulvérisée ou si des structures sociales traditionnelles sont démantelées.

« Quiconque, écrit Georges Elgozy, sort de l'Ecole de la rue des Saints-Pères aurait tendance à se prendre pour un petit pape doué d'infaillibilité. Le temps, la patience et ses collègues se chargeront de tout remettre en ordre, c'est-à-dire en question ». Certes. Mais la croyance qu'il existe des solutions infaillibles, elle, ne s'efface pas dans ces esprits obstinés, pas plus qu'elle ne peut quitter le cerveau de tous les techniciens petits, moyens ou grands dont le flot grossit à la fin de chaque année scolaire. Tout problème peut être

surmonté, il suffit d'avoir le temps et d'en prendre les moyens. Si on se décide aux sacrifices nécessaires, on réussira à mettre en orbite une fusée de vingt tonnes, à résoudre la question noire aux Etats-Unis ou à réaliser l'Europe agricole.

Mais le fait qu'un homme aussi averti que Georges Elgozy ne ressent pas la montée de cette Internationale nouvelle et qu'il traite de la technocratie comme s'il voulait ajouter dix chapitres aux « Employés » de Balzac prouve que la France est encore loin d'accorder aux techniciens la place qu'ils occupent déjà ailleurs et peut-être même, sans qu'on le sache encore, aux bords de la Seine.

## II. LA FRANCE, PAYS DE LA TECHNOCRATIE BOURGEOISE ?

Il est vrai que les techniciens ne prendront toute leur signification sociale que lorsque la transformation en profondeur des structures économique-sociales du pays aura été achevée. Pendant longtemps on a désespéré voir la France adopter un rythme de vie moderne, à cause de la répulsion que celui-ci inspirait à une bourgeoisie d'origine rurale, marquée par le catholicisme, respectueuse de la vieille hiérarchie sociale précapitaliste. Depuis quinze ans le tournant a été pris et le Marché Commun accélère une évolution irréversible. C'est la cause d'elle d'ailleurs que peut être posé le problème de la technocratie. Les techniciens ne peuvent avoir qu'intérêt à appuyer cette transformation du pays. Mais ils ne savent peut-être pas encore que les notables traditionnels ont moins d'importance qu'eux et en auront de moins en moins.

C'est pourquoi il est essentiel que les techniciens prennent à la fois conscience de leur force et de leur tâche historique. Ils sont, pour la plupart, issus de la petite bourgeoisie traditionnelle ; ils en possèdent les qualités, l'ardeur au travail, l'esprit d'épargne, le goût de s'instruire, mais ils héritent aussi de son manque d'imagination et de son conformisme social. Tout naturellement la petite bourgeoisie a toujours eu les yeux fixés vers la haute bourgeoisie qui ne méritait cet adjectif que lorsqu'elle se trouvait au sommet d'une pyramide de biens matériels, très précisément lorsqu'elle possédait les biens de production. Que tous les techniciens veuillent accéder à cette situation signifierait qu'ils essaieraient de se constituer en technocratie. Il a été suggéré plus haut que cela sera impossible à la fin de l'évolution, mais rien ne nous assure qu'en cours de mouvement, sous une forme fasciste ou autre, une tentative très sérieuse ne soit pas faite pour figer cette transformation et organiser la société au profit du groupe des techniciens. Cela correspond trop aux désirs profonds de tous les petits bourgeois français. Si toutes les mères de France rêvent de voir leur fils devenir polytechnicien, ce n'est pas pour le plaisir de pouvoir accrocher un jour dans l'armoire familiale un uniforme de gendarme impérial, mais bien parce que c'est la recette qui permet aux familles modestes de s'introduire dans le grand monde autrement que comme domestique.

Ces gens-là auront bien du mal à comprendre que l'avenir doit être envisagé différemment quand ce ne seront plus deux cents jeunes ambitieux qui seront lâchés annuellement sur le marché, mais dix à vingt mille pour répondre aux besoins irrépressibles de l'économie.

## LA TECHNOCRATIE VUE PAR GEORGES ELGOZY

La vocation technocratique, c'est une fade décoction de sécurité et de pusillanimité, que sucre parfois une pincée d'ambition. Tisane stimulante à l'usage d'adolescents bien élevés, qui fréquentent l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Cette aspiration devient européenne quand il s'y mêle une soif de whisky détaxé, une allergie à la surtaxe progressive et une tolérance assez perverse des joyeusetés bruxelloises.

Ce n'est pas la souveraineté du peuple qui a succédé à l'autorité royale ; on s'en serait aperçu. Le successeur des Bourbons, c'est le technocrate. On commence à s'en apercevoir...

Ce goût des emplois publics traduit une constante du tempérament national. A moins qu'il n'exprime le contraire : son manque de tempérament.

Epris d'individualisme, le Français s'efforce d'échapper à la discipline collective en se rangeant parmi ceux qui la font respecter.

Aux Etats-Unis, au contraire, l'élite embrasse avec répugnance la carrière administrative. Et les personnalités de tous formats s'assurent de confortables destinées dans petit commerce, moyenne entreprise ou grande industrie.

L'E.N.A. est à la Fonction publique ce qu'est une table de multiplication à la mathématique.

Trois ans durant, les mandarins en herbe sont initiés aux magies des sciences politiques, aux raffinements de la comptabilité publique, aux contradictions de l'économie en chambre. De quoi déchiffrer tout au plus le jargon des sociologues ou les sigles des institutions internationales ; de quoi comprendre, sans dictionnaire, les pages spécialisées de l'Economist, du Times, du Monde.

L'investiture de la connaissance demeure aussi inaltérable que celle de la foi, ou de la pauvreté. Encore la tonsure ne modifie-t-elle que l'apparence, tandis que les sciences s'inscrivent dans l'esprit, comme la misère dans l'âme.

L'ordination confère aux prêtres « un caractère indélébile qui les suit jusqu'en enfer », disait Péguy. Polytechnique grave dans le cerveau de ses fidèles une croix en « X », dont l'ombre les précèdera dans les antichambres du pouvoir, les alcôves des héritières, les conseils des grandes sociétés.

Bacheliers en quête d'avenir, n'hésitez pas : entrez à Polytechnique ou perdez toute espérance ! Il vous suffira d'y entrer une seule fois pour en sortir toute vie.

Les princes qui nous gouvernent exigent désormais que les barons qui administrent soient marqués du label de qualité « E.N.A. ».

Conscience sans science serait ruine du Corps : on ne saurait imaginer pire catastrophe dans l'administration. De là vient que le gavage du cerveau soit le premier devoir du mandarin en graine.

Les programmes de l'Institut d'Etudes Politiques et de l'Ecole Nationale d'Administration sont à ce point dilués de matières accessoires que l'essentiel n'y surnage plus. On y apprend moins à « savoir quelque chose de tout » qu'à « savoir tout d'une chose ». Tout — par le petit bout de la lorgnette — et qui ne servira bientôt de rien, dans l'ouragan des nouvelles technologies.

Avec ostentation, le technocrate médite, qu'il arpente son bureau avec le solennel d'un cortège formé de lui seul, ou qu'il essuie ses lunettes avec minutie, l'air lointain et myope. Et même quand il dort. Car c'est toute son existence — nuits comprises — qu'il voue au service de ses concitoyens.

S'il se tait, c'est pour mieux penser, encore qu'il pense même quand il parle. Mais il songe alors à des choses étrangères à ce qu'il dit, et qui semblent l'intéresser bien davantage.

# UNE TECHNOCRATIE PARADOXALE

## A - Où l'on retrouve la bourgeoisie

Il faut pourtant se défier des abstractions et des simplifications théoriques dans un pays aussi enraciné dans l'histoire que le nôtre. Il est nécessaire de situer nos techniciens par rapport à la bourgeoisie, de façon à ce que ceux-ci prennent conscience de la pire difficulté qui s'opposera à une évolution nouvelle de la société : celle qu'ils trouveront en eux-mêmes.

La bourgeoisie française est une architecture composite où le meilleur côtoie le pire, où le vice festonne la vertu. Certes, elle a des caractéristiques, souvent parmi les plus déplorables, qui sont inhérentes à toute forme de société, mais elle se distingue par trois faits qui risquent de marquer le développement ultérieur de notre pays : son origine paysanne, sa formation catholique, l'influence de la centralisation monarchique.

A la différence de la classe marchande anglaise ou du groupe des entrepreneurs américains, la bourgeoisie française, dans l'ensemble, est issue de cette partie des paysans et des villageois qui, à force d'usure et d'obstination, a acquis peu à peu la respectabilité des hommes de loi.

Méfiant, gagne-petit, peu entreprenant, le bourgeois français, même quand il est le patron d'une grande industrie ou le chef d'une importante administration, fait davantage confiance au temps pour accroître son bien, qu'aux ressources, assez peu abondantes de son imagination. Tel un laboureur, il attend la richesse d'une attitude stoïque devant la Nature plutôt qu'il ne la recherche dans l'élan énergique de l'esprit. Son conservatisme social est du même ordre. Plutôt que d'accroître son revenu par une transformation profonde de ses habitudes, il préfère maintenir ses avantages acquis par une austérité passive et prolongée. La plupart des petits patrons gagneraient beaucoup à devenir des agents de l'Etat ou des employés d'une grande firme puisqu'en raison de leur médiocrité technique et de leur timidité à entreprendre, leur indépendance ne leur profite guère sur le plan personnel.

Même s'ils considéraient froidement leur simple intérêt, tout indique que les traditions héritées en grande partie du catholicisme leur feraient conserver leur intransigeance. La religion catholique développe le sens des hiérarchies immuables, symbolisées par des attributs de puissance extérieure. Il s'en est fait une transposition sur le plan temporel. Le prestige attaché aux fonctions est beaucoup plus fort que le pouvoir réel conféré par celles-ci. L'entrepreneur français est certainement plus fier de sa situation parmi ses ouvriers, sa ville ou sa société que de son chiffre d'affaires. La bourgeoisie française se situe beaucoup plus dans une hiérarchie qu'elle ne s'imagine à la tête d'une économie. C'est pourquoi tout bouleversement de l'ordre établi est considéré comme catastrophique. La promotion ouvrière, thème paternaliste, si cher aux partis de droite, se heurte dans les faits à une opposition de la part d'une large fraction du patronat, qui ne peut contenir sa méfiance et son hostilité à l'égard des syndicats, des comités d'entreprise, de la cogestion ouvrière que pendant de courtes périodes, sous l'effet d'une frousse homérique. Même un livre aussi modéré et raisonnable que celui publié récemment par M. Bloch-Lainé sur « La Réforme de l'entreprise » déclenche une opposition, où perce un acharnement qui ne se trouve pas dans d'autres pays.

Ce qui est encore plus curieux, parce que contraire à la logique du système capitaliste, c'est que l'accroissement de pouvoir à l'intérieur de la classe bourgeoise elle-même se heurte à une opposition aussi grande. L'amertume à l'égard des « nouveaux riches » ou l'agitation démagogique contre les « gros » exprime cette hantise de stabilité sociale. Malgré une apparente diversité, la bourgeoisie, en province surtout, ressemble beaucoup à un parti unique. Chacun de ses membres est rattaché à un clan, clérical et anticlérical, com-

merçant ou médical, réactionnaire ou démagogue. Une vigilance de tous les instants oblige les individus à mesurer leurs paroles ou à contenir leur tempérament. Des milliers de rapports sont faits chaque jour, sous la forme de conversations apparemment anodines, sur le comportement des membres des différents clans. La moindre déviation du modèle conformiste est sanctionnée par une baisse de cote dans l'opinion publique du groupe et très vite, par une diminution du revenu de l'individu récalcitrant : commerçant « qui n'aura plus sa clientèle », médecin auquel on ne fera plus appel, entrepreneur dont le crédit se tarit, etc... Les manquements graves sont punis par une rétrogradation dans la hiérarchie indivisible des individus et surtout des familles.

Car si la montée d'un individu apparaît suspecte et fragile, l'ascension d'une famille, lente comme un soulèvement de terrain, correspond parfaitement à ces structures qui empruntent leur rigidité au règne minéral. Actuellement encore la bourgeoisie française poursuit avec une obstination de fourmi sa politique matrimoniale sans même être effleurée par l'idée que ses arrière-petits-enfants pourront avoir les yeux bridés et être couleur café au lait. Loin de là, elle croit de façon si touchante à sa pérennité, qu'elle est obnubilée par le danger que représente pour elle le « croisement » de ses produits avec ceux de classes sociales moins prestigieuses, ce qui explique l'importance véritablement inépuisable accordée à la chair dans la mentalité française.

Tous ces éléments donnent à la bourgeoisie une conscience de classe certainement bien plus forte que celle qui anime les ouvriers. Les différents clans qui paraissent diviser la bourgeoisie n'existent plus quand les intérêts primordiaux de celle-ci sont mis en cause. Aussi, les traitres à sa classe sont-ils encore plus méprisés que dans le monde ouvrier. Il n'y a qu'à se souvenir de la haine recuite qui a poursuivi Léon Blum. Le fait qu'un individu auquel sa fortune ou ses fonctions attribuent une place privilégiée dans la hiérarchie de la bourgeoisie n'épouse pas les idées et surtout les intérêts de celle-ci est pour elle une intolérable trahison.

C'est ce conformisme particulièrement puissant dans un pays héritier de la discipline romaine par sa culture et sa religion qui maintient dans l'opinion moyenne de leur classe les hommes ayant une fortune ou un rang social tels qu'ils devraient posséder le plus précieux de tous les biens : l'indépendance de l'esprit. Il n'est pas étonnant que la bourgeoisie française ait longtemps trouvé son héros dans Charles Maurras. Celui-ci susurrerait, dans une langue admirable, que les hiérarchies rigides qui la constituent sous le voile de la démocratie républicaine devaient s'épanouir à ciel ouvert. L'Etat devait renforcer en les transformant en institutions des structures déjà construites à chaux et à sable. Par-dessus tout cela, le magicien provençal jetait les fleurs perverses du nationalisme. Si son dessein avait réussi, et il n'en était pas loin quand on considère l'emprise incroyablement étendue qu'ont eue et qu'ont encore nombre de ses sophismes, la France aurait été vraiment statufiée, pierre meulière cachée sous les marbres de la gloire nationale.

La « divine surprise » de la Libération en a décidé autrement, ce qui était d'ailleurs prévisible étant donné les autres composantes du pays. La France, en effet, ne serait qu'une Suisse crasseuse et monotone s'il n'existait pas le phénomène de Paris, c'est-à-dire de la Cour.

Pendant des siècles, la bourgeoisie française a rampé avec envie et ressentiment devant la noblesse qui, elle-même, par la volonté centralisatrice des monarques se dégradait moralement sous l'attraction de la Cour. Celle-ci a subsisté assez longtemps pour alimenter durablement toute la société française. La place de la Cour est tenue depuis la Révolution par ce qu'il est convenu d'appeler « le Tout Paris », mélange hétéroclite et brillant, monde en mouvement perpétuel, en décadence continue mais toujours plein de jeunesse, se trahissant sans cesse pour rester fidèle à lui-même, en un mot entièrement opposé à la société française traditionnelle.



Ce renversement des valeurs fascine toujours M. Jourdain. Le lourd couvercle qui étouffe la province ne semble avoir pour but que de produire la multicolore vapeur parisienne qui monte, sacrifice léger, vers le ciel et vient chatouiller agréablement le nez mutin de Vénus ou grec d'Apollon. Plein de rancœur et d'envie, le bourgeois français après mille déchirements finit par envoyer ses filles et ses fils au milieu de cette fête insensée parce qu'il sent que derrière le voile brillant des futilités est tapie la véritable puissance, celle qui est détenue par les grandes familles, assez métissées pour conserver leur sang-froid au milieu de ce monde cosmopolite, assez bourgeoises pour veiller à leurs intérêts dans le tumulte des plaisirs. C'est cette réussite unique, celle du succès dans l'immoralité, de l'enrichissement dans la prodigalité, du cynisme dans le pouvoir qui aiguillonne toute la société française. Même si cette représentation est fautive, elle introduit un appel d'air dans un monde qui, sans elle, sentirait le renfermé mais par ailleurs elle accroît la hiérarchie d'une société, déjà fortement structurée, en plaçant au-dessus des mortels astreints à la peine et à l'épargne, un Olympe immoral.

## B - Le malin génie

Fonctionnant dans ce milieu la mécanique du capitalisme n'a pas pu rendre ce que ses théoriciens escomptaient. Le régime économique n'a pas pu se développer avec la liberté qu'il a trouvée dans un monde neuf comme aux Etats-Unis, ou dans un pays dynamité comme l'Allemagne d'après 1920. D'un certain point de vue on peut estimer que ce caractère désuet de la société française lui a permis de conserver des valeurs dont on déplore l'absence ailleurs. On arriverait ainsi à dire beaucoup de bien de notre bourgeoisie et à célébrer ses qualités, car elle n'en manque pas. Malgré toute l'envie que j'en ai ce sera pour une autre fois, puisqu'il s'agit dans cet article de mesurer le freinage qu'exercent ces structures sociales sur l'évolution économique c'est-à-dire sur le cours de notre Histoire. A première vue on pourrait être pessimiste. Ce que le capitalisme évolutif par définition n'a pas réussi, la technocratie paraît encore moins capable de le réaliser. Tout naturellement la technocratie devrait se couler dans les cadres bourgeois et accroître encore leur rigidité.

Mais cette évolution n'apparaît pas fatale en raison de la dynamique même de l'économie qui parvient seulement depuis quelques années à saper la vieille architecture bourgeoise.

Même si l'on ne croit pas au strict déterminisme des structures économiques, on est obligé de leur concéder un rôle capital. Or, depuis la Libération, il y a du changement dans le royaume de saint Louis. Encore avant la guerre l'industrialisation n'avait pas profondément pénétré la substance française, peut-être à cause de la stagnation démographique. Ailleurs, les entassements de population dans les villes avaient amené des mutations dans la mentalité, les habitudes, la société. En France, les changements avaient été insensibles, sauf par plaques isolées.

Dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des Français pensait encore que les Etats-Unis étaient une monstrueuse exception. On vantait « l'équilibre » de la France, son harmonieuse économie si conforme « au génie de la race ». Les écrivains et les journalistes faisaient assaut d'éloquence pour se féliciter de la stagnation de leur pays, au grand étonnement d'observateurs perspicaces comme M. Sieburg.

Les propagateurs du mythe de « la France, terre de mesure », étaient d'une telle inconscience que leur comportement ne s'expliquait même pas par un complexe d'infériorité en face de la croissance d'autres pays.

Ils exprimaient ouvertement le désir profond d'une bourgeoisie qui souhaitait qu'aucun changement n'affecte l'ordre ancien.

Maintenant les Français ont définitivement renoncé à trouver glorieuse leur situation de pays sous-développé. Ils ne croient plus à la survivance des habitudes traditionnelles et aspirent au niveau de vie américain, c'est-à-dire implicitement au mode de vie américain. Les transformations matérielles opérées depuis quinze ans n'ont pas produit encore toutes leurs conséquences sur le plan social, mais elles sont certainement à l'origine de cet éclatement de la classe moyenne, qui empêchera les technocrates de s'installer dans le décor balzacien de la bourgeoisie.

Il devient de plus en plus évident que la société française est divisée en groupes refermés sur eux-mêmes pour des raisons différentes, mais qui toutes ont pour origine les progrès accomplis ces dernières années. Certains d'entre eux paraissent s'opposer plus particulièrement les uns aux autres : les enseignants aux militaires, les ingénieurs aux paysans, les commerçants aux administrateurs.

En réalité ce clivage se produit entre les professions ouvertes à l'avenir et celles qui se recroquevillent sur leur grandeur passée. Mais les groupes sociaux ne sont pas séparés avec la netteté d'une coupe anatomique. Dans chacun d'entre eux se trouvent des éléments alourdis par les nostalgies, empêtrés dans leurs traditions qui manifestent leur hostilité à l'aile marchante et leur groupe. Le cas le plus caractéristique est peut-être celui du corps enseignant où des gens qui s'imaginent en général être progressistes, se rebiffent avec une intraitable inconscience professionnelle contre les plus modestes tentatives d'adaptation de l'enseignement à ses tâches nouvelles.

Le manque d'authenticité des anciennes positions idéologiques apparaît avec clarté dans le climat technocratique qui est en train de se créer. Autrefois, la vie politique française était dominée par ce qu'on appelait pompeusement des « luttes d'idées » entre cléricaux et radicaux, maurrassiens et libéraux, dreyfusards et anti-dreyfusards. Ces disputes paraissent stériles aux nouvelles générations. Pour elles, c'est le combat économique qui est essentiel, qu'il s'agisse de défendre des positions acquises ou de frayer un chemin au progrès social. Devant cette attitude nouvelle les partis politiques sont profondément troublés. Ils déplorent le matérialisme des jeunes générations et, ce qui est une réaction si classique qu'elle en est étonnante, ils décident que c'est celles-ci qu'ils doivent changer au lieu de penser que c'est eux-mêmes qu'il s'agit de transformer. Cette réaction accentue la désaffection des Français à l'égard de la politique et aggrave le risque d'un mouvement technocratique, qui comme on l'a vu plus haut trouverait dans une riche et puissante tradition bourgeoise, l'orientation de son dynamisme vers des structures profondément réactionnaires.

Les technocrates sont des gens qui ne tiennent plus compte des idéologies, mais il serait dangereux qu'ils s'en tiennent aux idées reçues, car il se créerait ainsi un vide politique particulièrement grave dont pratiquement personne ne se préoccupe. C'est là que réside le véritable danger de la technocratie qui peut brusquement apparaître au grand jour et se déchaîner sans aucun frein, si les institutions et partis traditionnels venaient à faire défaut pour une raison ou pour une autre.

Pour éviter de tomber dans ce piège qu'ils se tendent à eux-mêmes, les techniciens doivent faire un effort d'imagination, prendre conscience de leurs responsabilités et donner une armature conceptuelle à leurs réactions et à leurs motivations.

L'engagement actuel de nombreux « technocrates » dans des clubs ou des partis politiques est un signe évident dont on doit se féliciter. Mais cela ne les dispense pas de mener leur effort de réflexion propre. Le but de cet article est justement d'encourager cette élaboration intellectuelle, indispensable à l'équilibre de notre démocratie.

Charles DELAMARE.

**L**ES journaux sont, avec les partis politiques, l'institution la plus décriée de la République. Sans conteste, ce mépris n'est pas totalement immérité, il est même, on le concédera, assez largement justifié. Malgré tout, cette mauvaise réputation est très regrettable car, très souvent, elle interdit une véritable compréhension de la fonction et de la nature du journal dans la société industrielle, scientifique, de consommation, etc. C'est pourquoi, quelque diable me poussant, il me prend envie de défendre les journaux et de soutenir qu'aucun écrit — ou presque — n'est aussi significatif de l'homme actuel

que le journal. En vérité il m'étonnerait que mon affirmation ne déconcerte point. Je la maintiens néanmoins. De temps en temps, il est bon de dire ce que l'on pense.

D'ailleurs, pour emporter la conviction, sans trop attendre, je suggère à tous les lecteurs de « France-Forum » de s'offrir le luxe de l'exploration la plus étrange qui soit — car, c'est bien connu, « le plus étrange, c'est souvent le plus banal » (H. Lefebvre) — : un voyage autour du kiosque à journaux qui est l'un des monuments les plus extraordinaires de la ville moderne ! Là, l'univers journalistique s'étale dans toute sa variété, sous tous ses coloris. Lorsqu'on commence à essayer d'en

# plaidoyer pour le journal

PAR RENE PUCHEU

découvrir les innombrables replis, on n'en finit plus ; peu à peu on est emporté dans le fascinant tourbillon des « unes » innombrables, diverses et identiques.

Il est de bonne méthode de se laisser aller à en égre-ner la litanie fantastique. Offrons-nous cette épreuve :

« Que deviendra l'O.T.A.N. sans la France ? », « La guéguerre des cheveux longs », « Plus d'amour pour Jean Gabin », « Le régime du cardiaque », « Vers un capitalisme populaire ? », « Le sexe et la folie », « La solution moderne, c'est la libre entreprise », « La nouvelle religion », « Plein charme sur les filles », « L'arrosage automatique », « Comment choisir votre maillot de bain », « La voiture anti-accident », « La femme, la fécondité et la pilule », « Godard ne passera pas », « Eve en carte perforée », « Le meilleur commerce du monde : les pompes funèbres », « L'architecte du plastique les habille », « Antoine à cœur ouvert », « Hitler, cet inconnu », « Dictionnaire des Girouettes », « Les plus belles filles du monde : comment on les découvre, comment on les lance. Leur vie, leurs amours. Leur carrière », « Chèques sans provisions : 200.000 poursuites en un an », « Bruyante aubade des travailleurs au nouveau « Patron des Patrons », « Révélations : Vichy et la Synarchie », « Le journal d'Astérix et d'Obélix », « Triomphe du cheval », « Notre dernière colonie : la femme », « Le jour où l'homme n'aura plus rien à faire », « Un ministre veut faire marcher les Français », « La corniche écrase une future maman », « Magna Viva, l'une des favorites du Prix de Diane, appartient à l'un d'entre vous », « Vengeance par le feu ? » « Adamo repris par sa fiancée », « Révélations exclusives : une nouvelle Renault », « Minceur oui ! maigreur

non ! », « Et si Antoine était votre fils », « Gil Delamare s'est tué au moment où il allait être heureux », « Départ du championnat de France des porte-clés », « L'horoscope de vos vacances », « Le Tour du monde de l'Histoire », « Le scandale des mini-jupes », « Vingt-quatre petits voiliers bon marché » « L'enfant caché de Gilbert Bécaud », « Jeunes, avez-vous une morale ? » « Pétain, les heures glorieuses et les heures noires », « Hormones de jeunesse », « Verdun 1916 : la reddition de de Gaulle », « La Vénus de l'Apocalypse », « Le bac Fouchet : catastrophe », « Les députés s'occupent sérieusement de la pilule », « Anquetil s'interroge », « La foudre tombe sur 95 enfants », « Avant le voyage à Moscou », « Vos robes, coup de soleil », « Exaltant : on part. Stimulant : on a le bon maillot. Excitant : on voit Ceylan et Leningrad », « Elizabeth Taylor : mes cinq maris », « Les vrais hommes existent-ils encore ? », « Les vacances imbéciles », etc., etc.

Cet étalage est étrange, n'est-il pas vrai ? O combien mystérieux ! On est tenté de rire ou, pour le moins, de sourire sarcastiquement. Pourtant, on n'est pas assuré qu'il soit séant de se gausser ni de se mettre en colère. On sent, en soi, l'âme partagée ; comme Musset au sortir d'une comédie de Molière. Sans contester le ridicule abonde à la vitrine du kiosque ; le futile fait avec le tragique un bizarre salmigondis. On dirait que celui-là s'efforce de noyer celui-ci. Mais il n'y parvient pas. Derrière les titres fracassants, burlesques, ubuesques, perce une sorte de cri : le cri des hommes et des femmes d'aujourd'hui qui achètent le journal, par millions, pour passer le cap... Quel cap ? Celui de la vie quotidienne et celui de l'histoire qui, en cet entre-deux de

# PLAIDOYER POUR LE JOURNAL

l'ère des laboureurs et de celle des cosmonautes, ballote durement les travailleurs et les ménagères, les jeunes et les vieux. Nulle part, peut-être, autant que face à ces centaines de feuilles exposées à tous les vents des carrefours, on ne sent qu'il est vrai que « l'homme attend l'homme » (Paul Nizan) partout et que « l'homme nous assiège et nous attend de toute part » (H. Lefebvre). A l'évidence, la littérature qui a droit à reliure et à bibliothèque traite de l'homme différemment ; néanmoins, le message de cette littérature sauvage qu'est le journal n'est pas négligeable. Le journal mérite qu'on le lise ou qu'on l'entende — car il est aussi parlé — ou qu'on le regarde — quand il est filmé ou télévisé — car il est un signe de l'homme de la société de consommation. Il faut le considérer en lui appliquant ce qu'Alain observait des « contes ». « Les contes, écrivait-il, sont des faits humains comme les temples et les tragédies. Les comprennent qui pourra ; mais il n'est pas en notre pouvoir de décider qu'ils n'enferment point une profonde vérité. Il n'y a point de doute là-dessus, le conte achève quelque chose qui s'accorde avec notre nature. En cherchant, donc, ce qu'il y a d'humain là-dedans on cherche à coup sûr. »

Le journal est un fait humain comme les temples et les tragédies ; cherchons, donc, s'il vous plaît, ce qu'il y a d'humain là-dedans.

## Le journal, le sociologue et le philosophe

La tâche n'est pas aisée, je le concède. Certes, les livres et écrits divers sur le journal abondent. Les études sur la presse ne sont point rares. Le journal a cessé d'être, comme il était au temps de Balzac ou de Péguy, la proie des procureurs. Il est devenu la chose chérie des sociologues et si, curieusement, les linguistes ne l'ont guère considéré jusqu'ici, cette négligence ne saurait se prolonger. Ainsi le journal est aujourd'hui osculé minutieusement ; on décrit avec soin ses colonnes, on analyse le contenu, on estime l'audience on investit les rédacteurs, on psychanalyse les lecteurs, on sociologise, on ethnologise même. Loin de moi l'intention de déprécier les résultats de cette recherche intensive ! Il n'en demeure pas moins deux failles importantes.

En premier lieu, plusieurs problèmes fondamentaux demeurent non élucidés. C'est normal. On l'admettra volontiers. D'une part, la « pressologie » est une récente science dont les méthodes sont, à peine, en voie d'élaboration. D'autre part, le phénomène journalistique est un fait humain et les faits humains ne sont pas des choses ; du coup pourquoi échapperait-il à cette sorte d'immensité océanique que suggérait Péguy quand il constatait, à un autre propos, « que nos connaissances ne sont rien à côté de la réalité connaissable et, d'autant plus, peut-être, auprès de la réalité inconnaissable, qu'il reste immensément à faire, et encore plus immensément à connaître ; que tout est immense le savoir excepté ; ... que nous sommes devant un spectacle immense et dont nous ne connaissons que d'éphémères incidents ». Pour illus-

trer cette complexité de la réflexion sur la communication journalistique, il est loisible d'évoquer l'aventure qui est advenue à ceux qui ont essayé de déterminer le comportement du lecteur. Ils ont commencé à le cerner sociologiquement ; à cet effet, ils ont repéré les classes sociales dont il relevait. Puis, parce que cette appartenance n'a pas donné toutes les informations espérées, ils ont complété le profil sociologique en mesurant le niveau d'instruction, en évaluant le niveau de vie, c'est-à-dire en calculant les revenus, en inventoriant le nombre de voitures, de chaussures et de lavabos. Or le lecteur a fui entre les mailles. Ils se sont mis dès lors à le traquer psychologiquement. Ils ont évalué le temps de lecture, par la suite, on s'est efforcé de déterminer l'intensité de l'attention avant d'aborder les motivations de plus en plus profondes. Encore actuellement nul ne peut se vanter d'avoir mis à nu les secrets du lecteur et, à écrire franchement, les efforts considérables déployés, pour tout savoir de l'effet du journal sur le lecteur, se heurtent à cette question qui demeure, en grande partie, sans réponse certaine : *que font les lecteurs et les auditeurs et les téléspectateurs des messages que diffuse le journal, qu'il soit écrit, parlé, télévisé, filmé ?* Les incertitudes autour de cette interrogation incitent à la modestie.

Après avoir cité Péguy, il prend envie d'évoquer Nietzsche qui diagnostiquait : « Si nous savons mieux décrire que nos prédécesseurs, nous expliquons aussi peu qu'eux-mêmes. »

En second lieu, il est manifeste que si le journal excite, depuis une ou deux décennies, les sociologues, il laisse encore indifférent les philosophes. Par on ne sait que le peur de se salir les mains et comment nier que le journal encrasse les doigts ? Ceux-ci — à quelques exceptions près — ne semblent pas avoir éprouvé le besoin de dégager la signification humaine du journal. Pour la gent philosophique, le journal en est encore au temps du mépris ; il ne l'inquiète guère. Sans conteste, la situation changera bientôt. Maintenant que toute la quête philosophique converge vers l'exploration de ce « nouvel intelligible » (H. Lefebvre) qu'est le langage, le philosophe ne pourra négliger ce phénomène qui, à force d'user et d'abuser des mots, des images et des mythes, met précisément le langage en question. Ce n'est pas parce que le journal ne relève pas de ce que M. Albères appelle « la littérature de fondamentale méditation humaine », mais seulement de ce que le même auteur nomme la « littérature d'assouvissement » que le journal peut être tenu pour insensé. Il est vrai que lorsque le philosophe se mettra à lire le journal aux mille visages, il risquera d'y perdre son confort intellectuel. Il n'est pas certain, notamment, que « l'hypothèse du progrès linéaire continu » (Péguy) résiste à la prise au sérieux du journal. De fait, quand on se met à lire ou à écouter ou à regarder le journal non plus avec une « volonté de soupçon » (Paul Ricoeur), mais avec une « volonté d'écoute », on se met à ressentir quelque trouble dans la vision que l'on a de la société moderne ; plus précisément, on se sent proche du sentiment qu'éprouvait Alexis de Tocqueville quand il écrivait : « Personne sur la terre ne peut affirmer d'une manière absolue et générale que l'état nouveau des sociétés soit supérieur à l'état ancien. Mais il est déjà aisé de voir qu'il est autre. » Oui, il est vrai, mais peut-être n'est-il qu'autre. Et qui sait ? La clé du journal ré-

side, peut-être, dans un étrange paradoxe : si ce fruit des techniques les plus modernes dont la mission fantastique est de chercher à nous montrer la nouveauté à gogo, nous enseignait, surtout, le permanent effort de l'homme à travers les millénaires, pour fuir le monde, le temps, la création et lui-même ? Aussi, la voie philosophique vers le journal passe, probablement, par cette invite de Maurice Blondel : « Il y aurait toute une étude à faire de l'inachèvement masqué et symboliquement achevé, cela, en tous les sens, et en tous les domaines : dans le temps, l'espace, la qualité, la quantité, l'ordre esthétique, scientifique, moral, doctrinal (nous ajouterons sans trop d'irrespect : dans l'ordre de la vie quotidienne, des mass-media). Partout nous bouclons provisoirement, non sans raison, mais aussi avec demi-conscience d'une manœuvre frauduleuse et d'un coup de force... (1). » « Ce qu'il y a d'humain là-dedans » dans le journal, ne serait-ce pas un vide ? Le journal ne serait-il pas une tentative de « bouclage », de comblement ?

## Etre ailleurs et autrement

De fait, plus on suit de près les aventures du journal depuis un siècle, plus il apparaît évident, ce me semble, que le journal est passé de la politique à l'information et de l'information à l'incantation. Plus on explore l'univers journalistique, plus il est difficile de ne pas le tenir comme une des expressions majeures de l'imaginaire de la société de consommation. Plus on cherche à expliquer le phénomène journalistique, plus on découvre qu'il ne prend cohérence et sens que si on accepte de considérer qu'il est moins un système d'information — c'est-à-dire un circuit de diffusion de connaissances rationnelles et un appareil de représentation du réel — qu'un système de communication de l'âme avec un au-delà ou un en-deçà d'elle-même.

Cette constatation ne provoque, de notre part, aucune lamentation, car nous ne lui donnons pas le moindre accent péjoratif. Nous n'en appelons point du journal d'aujourd'hui au journal d'hier, il n'y a pas de décadence de la presse ; il y a tout au plus un changement de fonction. Au fur et à mesure que le « nouveau monde » (J.-M. Domenach), c'est-à-dire la société scientifique, industrielle, de consommation, déferle sur l'humanité, les hommes se sentent déracinés. Ils sont aussi malheureux et apeurés au sein de l'univers s'automatisant qu'ils l'étaient dans la nuit des forêts originelles. De là j'ai lit ce formidable « désir de quelque chose de tout à fait autre que l'instant présent » (M. Eliade). Le journal a pour fonction de répondre à cet élan fondamental. Il y répond comme il peut. Parce qu'il est plus malin que profond, il s'efforce d'y répondre en éludant la question. Qui lui jettera la première pierre ?

En vérité, pour admettre la question que nous posons — le journal a-t-il un sens ? — et pour accepter de prendre en considération la proposition de réponse que nous défendons, il faut rompre avec une double méconnaissance.

D'abord, il faut accepter de reconnaître que « la presse à sensation », « la presse à scandale », « la presse du cœur » et tutti quanti, sont des composantes non négligeables

de la presse contemporaine. Il est manifeste, en effet, que la plupart des « pressologues » et des « chercheurs-ès-journaux » ont tendance à réduire leur réflexion à un seul type de journal : « le journal de raison » qui s'efforce d'informer, c'est-à-dire de décrire les événements. Simultanément, ils font mine d'exclure du champ de leur réflexion ce qu'on pourrait appeler le *journalisme d'émotion* qui tend à provoquer « un ébranlement de la sensibilité ou de l'imagination suivi de satisfaction », pour emprunter une expression de M. Albinet. Il n'y a qu'un malheur pour cette méthode : c'est qu'elle simplifie le problème, car non seulement le journalisme d'émotion existe, mais il constitue la tendance dominante du journalisme actuel et, à un train d'enfer, il fait irruption dans l'information politique qui, de plus en plus souvent, est traitée en son langage fantastique ; de ce point de vue, une analyse de l'hebdomadaire *L'Express* serait particulièrement éclairante, observons-le en passant. Au surplus, le *journal de raison* lui-même n'est jamais purement de raison, car il n'est de communication sociale qu'affective, le journal de raison a lui aussi sa magie propre.

Par ailleurs, il faut accepter de faire sa part à l'imagination et de ne la point traiter en paria. Jusqu'ici, il était de vérité de foi, dans la tradition occidentale, que pour assumer sa condition, l'homme devait se servir de cette raison définie une fois pour toutes en Grèce. Personne ne peut contester d'ailleurs la grandeur de ce projet qui est comme l'âme de notre civilisation intrinsèquement prométhéenne. Cette conviction était si profonde que, même l'approche pascalienne, qui n'ignorait pas que la raison n'est qu'un bouchon flottant aux remous des passions, excluait l'imaginaire. On connaît l'excommunication majeure : « L'imagination, c'est cette partie décevante de l'homme, cette maîtresse d'erreur et de fausseté. » Dès lors, tout ce qui n'était pas cheminement par la voie de la raison ne pouvait être regardé que comme *divertissement*, stratagème pour ne point penser au « malheur naturel de notre condition faible et mortelle et si misérable que rien ne peut nous consoler, lorsque nous pensons de près », ou aliénation. Le « canard », pour parler comme Balzac et G. de Nerval, n'était qu'un sous-produit de l'homme, une sorte de déchet, de résidu. Il ne pouvait qu'irriter puisqu'il était manifestation de l'échec de la raison. Le titre choisi par Balzac pour les tomes de la *Comédie Humaine* consacrés au journalisme, est lourd de sens : « *Les Illusions perdues*. »

## Réhabilitation de l'imaginaire

Il est même loisible de penser que le « certain sourire » à l'égard du journal, qui est commun à l'intellectuel, à l'important et à l'homme du peuple, exprime cette sorte de déception de sociétés qui fréquentent le sorcier en ayant rêvé d'une voie plus humaine. Les réquisitoires et les sarcasmes sont comme les soupirs de Prométhée qui est désemparé puisqu'il avait parié la raison ou rien.

Désormais, la compréhension de la véritable nature du journal et de sa signification devrait être facilitée par

# PLAIDOYER POUR LE JOURNAL

cette révolution philosophique que représente la *réhabilitation de l'imaginaire*. La conscience occidentale a dû rendre les armes parce que nulle part, à aucun moment, le règne de la raison n'a éliminé l'existence de la voie mythique. On sait aujourd'hui que même cette philosophie, mère de la raison qu'est le platonisme, est née et est enveloppée de mythes. On a découvert que la forme de pensée la plus radicalement opposée au mythe — en apparence — est elle aussi née du mythe et s'élabore à travers une certaine mythologie ; c'est de « l'esprit scientifique » dont je veux parler. On a expérimenté que l'une des idéologies politiques les plus positivistes ne s'est incarnée qu'à travers une mythique et, à bien l'analyser, seule une approche mythique, lui confère cohérence ; il s'agit du marxisme. Les psychologues ont exploré méthodiquement le langage ; ils ont mis en évidence le climat affectif de toute parole ; tout mot suscite une aura affective dont la portée est indépendante du sens sémiologique. Les ethnologues, de leur côté, ont découvert qu'il n'y avait pas de « mentalité primitive », mais une « mentalité archaïque » qui n'est qu'un aspect universel de la « mentalité humaine » (2), autrement dit « la pensée sauvage » et non « la pensée des sauvages ». Comme l'observe M. Cazeneuve, « elle s'observe, certes, mieux qu'ailleurs dans les sociétés non historiques, puisque le primat de la conscience intellectualiste est une condition de l'intégration prométhéenne dans l'histoire proprement dite. Mais on peut le déceler, également, dans certains comportements collectifs des sociétés historiques » (3). » Comment ne pas sentir que le journal est implicitement visé ?

En fin de compte, Paul Valéry résumait, assez bien, ce mouvement d'ensemble quand il avouait : « En vérité, il y a tant de mythes en nous et si familiers qu'il est presque impossible de séparer nettement de notre esprit quelque chose qui n'en soit point. On ne peut même en parler sans mystifier encore. » On en est à ce point rendu que je suis contraint de reprendre à mon compte la question de Paul Valéry : « Ne fais-je point, dans cet instant, le mythe du mythe pour répondre au caprice du mythe?... » (4). »

Face à cette accumulation de faits, la raison a dû renoncer à son monopole. Il a fallu se résigner à admettre que « la raison, au sens rigoureux du terme, n'est pas le point de départ commun à tout homme, même à tout homme civilisé (et que) dans nos villes tout aussi bien que dans nos campagnes il existe ce qu'on me permettra de nommer un paganisme de la raison. C'était reconnaître qu'il est un salut possible, hors de la raison. Effectivement, le mythe a conquis droit de cité. Il n'est plus un sous-produit, car « la fonction fantastique débordante le mécanisme du refoulement tel que le conçoit la psychanalyse classique » (14). Pour Gaston Bachelard, il existe « une fonction de l'irréel à côté de la fonction du réel » (5), pour M. Gussdorf, le mythe est « la raison à l'état sauvage » et « la mythologie est une première métaphysique » ; pour M. Bastide, « le mythe n'est pas toujours une illusion, il peut être une première cosmogonie ». On n'en finirait plus de citer les témoins de cette reconnaissance de la voie mythique comme voie d'humanisation parallèle, en quelque sorte. Il y a plus de choses dans l'homme que la conscience occidentale n'avait consenti à en voir. Comme l'observe Mircea Eliade, on est en train de comprendre « que le symbole, le mythe, l'image appartient à la substance de la vie

spirituelle, qu'on peut les camoufler, les mutiler, les dégrader mais qu'on ne les extirpera jamais (6) » et que « les mythes répondent à une nécessité..., mettre à nu les plus secrètes modalités des êtres » (7).

Contrairement ainsi à l'excommunication pascalienne, Eliade, que vous me pardonnerez de citer aussi longuement — ces textes me paraissent la clé d'une signification du journal — voit dans le mythe fut-il sécularisé, dégradé et maquillé non pas un *divertissement* ; contre Balzac il n'y voit pas une illusion perdue ; il le tient pour une illusion constructive. La conscience occidentale doit admettre que l'homme ne se cherche pas, et surtout ne se trouve pas que dans l'histoire qui est action, s'il est vrai qu'« en échappant à son historicité, l'homme n'abdique pas sa qualité d'humain pour se perdre dans « l'animalité » et que ces rêves éveillés, les images de ses nostalgies, de ses désirs, de ses enthousiasmes, etc. (sont) autant de forces qui projettent l'être humain historiquement conditionné dans un monde spirituel infiniment plus riche que le monde clos de son moment historique » (8).

Or la mythologie journalistique, et même le journal dans sa totalité — car, pour notre part, nous croyons que le journal mythologise même quand il ne paraît qu'informer, puisque toute la stylistique du journal, à base de dramatisation, d'hyperboles, de synecdoques, est *incantatoire*, soit qu'elle relate le banquet des sapeurs-pompiers du village, l'homélie de « Monsieur le Curé-Doyen », soit qu'elle rapporte les nuits de Bruxelles ou le voyage à Moscou — est ainsi un moyen de communication non pas inter-individuel seulement. Il est comme un moyen de fuite d'un être humain qui, perdu dans une société effarouchante, n'a plus qu'un désir : être ailleurs et autrement. Par cette consommation de faits divers, d'Altesses royales, de stars, etc., l'individu aussi perdu, aussi écrasé par la technique, cette seconde nature, que par la première nature, essaie de se trouver et de briser sa solitude à travers le libre jeu des images durant les heures creuses de l'existence (dans la rue, dans le métro). Dans son bel ouvrage sur « Le Journal », M. Weil rapporte qu'un magnat de la presse américaine qualifiait le journal de « grand prêtre de l'humanité ». Le mot est de grande portée. Le journal et les autres moyens de communication ne sont-ils pas le médiateur de l'homme de la rue comme de l'homme des états-majors qui, comme tous les hommes de partout et de toujours, ont besoin de bien autre chose que des données de la nature ou des conquêtes de la technique.

Si telle est la signification humaine du journal, il faut déchiffrer son cri, oser « une fantastique transcendente » (9), retrouver « la théologie embusquée » (10) dans le plus banal des objets de la vie quotidienne, le journal.

## L'enfer c'est les autres

Mais où donc, par quelles voies, le journal conduit-il le lecteur de la société affluente ? Le journal connaît la profondeur de l'appétit de renouvellement de son lecteur ; il sait qu'il n'est rien moins que besoin de métamorphoser l'essence même de l'être. Il l'avoue occasionnellement.

A propos de Farah Dibba, par exemple, il remarque « Elle a profondément changé... Ce n'est pas seulement sa nouvelle coiffure qui la transforme, ni son maquillage très étudié, ni ses sourcils toujours très fournis, mais amincis, c'est une expression nouvelle. Dans son âme, elle n'est plus la même, chacun le sent. » A l'occasion d'une leçon de beauté, il affirme qu'il est possible de faire d'une petite étudiante une grande dame et changer son caractère en même temps que son visage.

Comment le journal va-t-il « boucler » cette passion de l'être « inachevé » pour revenir à notre interrogation blondélienne initiale, car enfin, il faut qu'il « boucle » ! Le philosophe le moins systématique comme le philosophe le plus intellectualiste, comme n'importe qui, « boucle » ce vide de l'être. *Primum vivere*, comme on dit. Seul, le saint ne boucle pas, parce qu'il est ouvert *ad infinitum*. Le journal n'est pas un saint. Je ne le lui reprocherai point.

A proprement parler, le journal ne conduit l'homme nulle part. Il est vain de lui en faire grief. Il n'est ni un guide, ni un maître, il est un moyen d'expression de quelque part de l'homme, il est un moyen de communication à une autre réalité que le concret de l'histoire. Tout en n'avançant qu'avec prudence, parce que l'interprétation du message du journal requerrait un inventaire de ses procédés et une typologie de ses mythes plus poussés que celles dont nous disposons, il m'apparaît que le journal — les journaux idéologiques étant réservés — n'est nullement animé par une volonté prométhéenne. Il croit au Destin, au moins sur le plan de la vie privée (nous nous tiendrons à cet aspect pour demeurer long avec mesure ; la mythique politique du journal nous conduirait à d'excessifs développements). Sous son clinquant et ses airs assurés, il dissimule une résignation certaine. Le journal ne croit pas solubles les questions essentielles ou, à plus exactement parler, la question essentielle : celle de la rencontre des êtres, l'amour.

Tant qu'il s'agit du bien-être, il est optimiste. Son paradis est dégoulinant de richesse. Les dieux et les déesses libérés du travail ou presque vivent dans des lieux édeniques, l'éternel paradis océanien, observe Mircea Eliade — où le soleil dispense même de porter chaussure — « Saint-Trop », « la Côte », « Hawaï » et où si possible le progrès technique n'a fait son apparition que pour eux, sauvant le pittoresque en laissant les habitants dans la crasse : « la Calabre », « la Lozère » ! Le journal campe le paradis du « dernier homme nietzschéen... » « Ils ont abandonné les contrées où il était dur de vivre, car on a besoin de chaleur... On travaille encore, car le travail est une distraction » (11).

Même quand il s'agit du bien-être des hommes du commun, le journal est optimiste. Il déploie la magie de l'avenir. « Le tournant dans la course des siècles étant sous nos yeux : 1962 ouvre un âge d'or de l'intelligence et des conquêtes politiques. » Il croit à la science. « L'éternel problème de la tour de Babel sera résolu sur le plan de la raison pure... par l'électronique ». « Ne pas vieillir et même rajeunir... On se rend compte qu'aujourd'hui la chose n'est plus impossible. » Il croit aux astuces, « les petits secrets de la grande cuisine », « les petites robes gaies, pratiques, jolies et en même temps d'un entretien facile », « en six semaines et cent conseils vous serez belle pour votre plus bel été. »

Seul le cœur résiste. Le journal ne le dissimule pas. Même en son paradis, il n'est pas de certitudes. Il est vrai de la mythologie journalistique ce qu'Alain remarquait des contes de fées : « Le miracle, si commun dans l'ordre physique, n'entre jamais dans l'ordre moral qui est celui de nos affections, de nos passions, de nos caractères. Le fait est qu'on ne trouve point dans les contes un enchanteur qui guérisse d'aimer ou de haïr » (12). Pourtant, « l'argent, la gloire, ce n'est rien ». Je ne cite pas l'Ecclésiaste comme vous le croyez peut-être ; je transcris le journal qui nous fait connaître le soupir d'un de nos « Olympiens » : notre B.B. qui, dotée de la gloire, de la beauté et de l'argent, soupire après l'amour depuis qu'elle eut vingt ans. Elle est l'amour impossible. Soraya incarne l'amour stérile. Fabiola, l'amour et la vertu inféconde. Margaret a montré que même les princesses ont des difficultés à rencontrer et à vivre l'amour. Tout semblait réuni pour concourir au bonheur de la princesse Margaret-Rose. Et pourtant, les drames de cette princesse infortunée ont révélé que même les princesses étaient la proie des obligations familiales ou morales. Quant à Farah Dibba, qui a incarné le plus typiquement Cendrillon, devenue princesse de légende, elle n'est pas sans soucis ! A considérer de près, dans la mythologie journalistique, il n'est qu'un moment de bonheur : c'est la maternité. Comme au cœur de quasi toutes les mythologies, la Mère trône au sommet de ce ciel. On explique par là l'exaltation du journal quand il peut imprimer « C'est un garçon. »

Si le cœur des dieux et des déesses est malheureux, les hommes du commun ne doivent pas espérer échapper au destin. Du moins ont-ils la consolation de savoir qu'il existe une égalité sur la terre et peuvent-ils universaliser leur souffrance par le truchement de ces mythes d'identification. « C'est bien partout pareil », comme on dit. Il y a un besoin d'égalité qui passe par là, la mythologie détruit les privilèges de la société. Etant donné cette « philosophie », les courriers du cœur dont on se gausse à tort, car ils ne sont que l'expression du « déracinement » de l'homme contemporain, colportent une résignation pondérée ; l'appel à l'autosuggestion, à la patience en est le thème le plus constant.

## Les trois voies de l'incantation

Mais le journal n'est pas créé pour être prédicateur. Il ne peut « boucler » par l'exhortation morale. La voie proprement journalistique du « bouclage » est l'incantation. Le journal la pratique avec toute la richesse de ses procédés multiples. Le style en redondance, la ponctuation, la photographie, etc. Sous des formes nouvelles, il met en œuvre la problématique qui, selon M. Caze-neuve, est caractéristique de la « pensée mythique » : « la sur-valorisation de l'expérience » qui s'oppose à « la dévalorisation de l'objectivité intellectualiste » et qui, en mettant en cause « le scindement entre l'objectif et le subjectif qui était déjà amorcé par l'homo faber... réside d'abord dans le sentiment que l'objectivité pure est insuffisante et que la nature dépouillée de ses signi-

# PLAIDOYER POUR LE JOURNAL

fictionnelles subjectives n'est pas la réalité dans laquelle l'homme peut vivre ». Certes, ces remarques s'appliquent surtout au journal d'émotion, mais il n'est pas certain, toutefois, que « l'objectivité » du journal de raison ne soit pas aussi d'une nature particulière. Selon cette approche, le journal tente « de reconstruire le monde en se laissant guider cette fois par la subjectivité, par l'émotionnel... » Dans ce but, il « réinvestit globalement (la réalité) de ses valeurs humaines en donnant une signification indéterminée à tout ce qui, en elle, dépasse la compréhension fondée sur l'objectivité et sur les rapports réguliers qui s'y révèlent ordinairement » (13) afin de transfigurer les faits concrets de l'expérience. Il s'attache aussi à les valoriser en dramatisant. Examinons les voies principales de l'incantation journalistique.

La première que nous retiendrons est l'*animisation*. Robert de Jouvenel avait souligné, dès 1924, qu'un des procédés du style journalistique était « la confusion des règnes » ; dans le journal, les végétaux parlent comme les hommes, les animaux partagent leur sentiment, la nature elle-même est personnifiée. A analyser avec rigueur, il s'agit de bien plus que d'un procédé. Il s'agit de la mise en œuvre d'une structure classique de « la pensée sauvage ». Souffrez quelques exemples choisis au hasard : « On l'enterre sans gloire, il n'était pas de la famille... Des funérailles silencieuses... Le vieux serviteur s'avance lentement entre les jetées... » Voilà comment on décrit la mise sur cale d'un paquebot. Elle « possède au plus haut point sa personnalité. » Il s'agit de l'Elva Grand Sport, « Ce monstre endormi », c'est du tango qu'il est question. Par ailleurs, les animaux ont les sentiments des hommes : « Il a quelque chose d'humain ; l'ennui d'être si laid ou bien grand dégoût de la vie », écrit-on d'un éléphant marin. « Il ne peut vivre seul. » « Comprenez-moi », soupire un chien. Inversement, les hommes sont animalisés ou végétalisés : « Les voyageurs se suivaient comme poireaux en botte. » Faut-il comprendre cette démarche comme relevant de l'infantilisme ou comme exprimant la nostalgie d'un temps fondamental où l'homme et la nature seraient liés par un pacte d'amitié ? On peut risquer que la vérité est, une fois encore, dans l'entre-deux.

Il nous paraît important d'observer, toutefois, que cette démarche qui, dans « la pensée sauvage » spontanée, avait pour effet de sacrifier toutes les choses et tous les êtres qu'elle englobait, est un facteur de désacralisation quand elle est issue de cette pensée sauvage fabriquée qu'est le journal. Quand on s'apitoie sur la torture des animaux autant que sur celle des êtres humains, ce n'est pas l'homme qui y gagne. La confusion des règnes débouche dans l'écrasement des valeurs. Quand on lit « N'abandonnez pas à sa dernière heure, le fidèle compagnon de votre vie », et qu'il s'agit d'un chien, quand on lit « Il s'agit plus d'un sacerdoce que d'une affaire financière » et que l'objet dudit sacerdoce est la guitare, il n'est plus possible, vous me permettrez de l'affirmer, de parler de « pensée mythique », il faut parler de pensée moralement dévoyée.

La seconde voie est l'*exaltation de la chance*. Ce rôle de la chance est si grand que ce n'est pas l'argent ni le travail qui « consacrent » les dieux et les déesses de l'univers journalistique. C'est la « gloire » ; c'est la naissance, d'où le rôle croissant des princesses ; c'est la

passion. Tous ces facteurs ont en commun d'être l'effet d'une puissance immanente et indéterminée. De la création du journal — je ne dis pas des journalistes — à cette puissance, il faut rapprocher la place que tiennent les horoscopes, l'inclination pour les guérisseurs. Le journal dissout la réalité dans l'insolite et réinvente une sorte de sacré dont le moindre des paradoxes n'est sans doute pas d'être un sacré désacralisé.

La troisième voie de l'incantation est la *dramatisation*. Par elle, le journal attaque l'existence banale et la fait exploser pour la précipiter dans l'extraordinaire. Le moindre geste quotidien peut être hissé au niveau de l'exceptionnel, du merveilleux. Le journal n'hésite pas à se faire le troubadour du thermomètre. « Paris attend la neige », « On a skié à Perpignan », « Oh ! bonne mère, ce paysage polaire, c'est le Vieux port ! » « On se baigne à Nice. » Il transforme les départs en vacances en épopée du Far West ou d'ailleurs. « 1.800.000 Parisiens sur les routes et dans les trains. » « 433 trains supplémentaires. » Il amplifie au maximum les accidents de la circulation qui deviennent un sombre règlement de comptes du destin. « La route tue. » Il arrache à la torpeur en étalant les crimes les plus inconcevables : « Un homme coupé en morceaux », « Un homme sans tête. » Il insère, dans le train-train de chaque jour, les faits divers les plus cocasses : « Il se casse la jambe (de bois) », « Le Père Noël meurt dans l'Aube ». Si l'on est curieux et que l'on tente de repérer la technique de ce formidable mécanisme de transfert du réel dans l'imaginaire, on ne manque pas d'observer qu'elle met en œuvre deux éléments principaux. D'une part, un style spécifique à base d'inflation verbale, de dislocation de la phrase, nous ne pouvons ici analyser les multiples procédés de cette langue particulière que nous avons proposé ailleurs de nommer « le français sauvage ». D'autre part, une mise en scène raffinée qui, en ce qui concerne la presse écrite, utilise pleinement les multiples traitements que permet la technique de la mise en page, la typographie, la photographie, etc.

## Le nouveau temps

Ainsi, à bien considérer, l'art journalistique consiste le plus souvent à fabriquer de l'imaginaire avec le réel. Evidemment, il serait intéressant de se demander si, en cela, cet art-là n'est pas aux antipodes de l'art littéraire qui tend à fabriquer du réel avec de l'imaginaire. Mais ce n'est pas le lieu de réfléchir à ce point. Aussi bien, comme toujours, les antipodes se touchent. Observons plutôt que la création la plus importante du système de communication contemporain réside, selon nous, dans l'avènement d'un *nouveau temps*. C'est à ce niveau, probablement, que l'on peut saisir le mieux la profondeur de l'emprise de l'univers journalistique.

Quand on interroge des hommes et des femmes qu'on prend sur le fait de lire le journal, il arrive souvent qu'ils se justifient en déclarant : « On tue le temps. » Le mot est de grande portée. On voudrait être Léon Bloy pour faire l'exégèse de ce lieu commun. Le journal tue bien le temps. Il le tue même doublement. Au sens propre, d'abord, puisque l'admirable progrès des tech-



niques journalistiques a réussi à restreindre au minimum les délais entre la production de n'importe quel fait et sa diffusion planétaire. Si le journal ne peut espérer « l'instantanéisation » parfaite, d'autres mass-media le relaient, désormais. Au sens figuré ensuite. De notre point de vue, c'est le plus important. En se donnant comme raison d'existence « la nouvelle », en se prétendant en mesure d'apporter les « dernières nouvelles », le journal insère dans la vie concrète quotidienne une conception du temps qui ne me paraît pas avoir encore retenu suffisamment l'attention. Il s'agit d'un temps pulvérisé, haché par l'intervention permanente d'un fait nouveau. Le temps ne dure plus soit pour user, soit pour créer. Il éclate en permanence. Il bondit de surprise en surprise. Il ne vieillit certes pas. Il est aboli d'une édition à l'autre ou d'une émission à la suivante. Il finit et il recommence. La signification de cette étrange mentalité réside même dans cette soit d'un recommencement. Par cette tactique de la « nouvelle », le journal essaie de récupérer le « jeune temps », comme écrit C. Péguy ; le temps où tout était jeunesse et « récence », le temps primordial de toutes les mythologies. Cependant, tandis que celles-ci tendaient à le récupérer périodiquement, à l'occasion des fêtes et en particulier des fêtes de fin du cycle saisonnier, le journal tente de rouvrir le temps à chaque édition. S'il prend souvent cet air de fête, ne serait-ce pas précisément parce qu'il joue, de nos jours, le rôle de la fête, naguère ? La « nouvelle » est à la vie privée ce que « la révolution » est à l'existence politique, ce que la « Renaissance » est à l'expérience religieuse. Le journal est l'alibi de la Révolution et du Baptême, à la fois. Hélas ! — ou heureusement — le besoin d'être ailleurs et autrement n'est « bouclé » que par une trépidation dramatisante qui culmine dans la frénésie, le « bouclage » ne dure que l'espace d'une édition. C'est pourquoi le journal est toujours recommencé.

## Du journal à la civilisation

Est-il bon, est-il mauvais que le journal soit et qu'il soit toujours recommencé ? Le journal est-il curable ? Je laisse à d'autres le soin de se prononcer et de proposer les remèdes. Ces propos n'avaient que deux buts : plaider en faveur du journal, plaider sinon la réhabilitation, du moins les circonstances atténuantes. Montrer que le journal est un *signe* de l'homme de ce temps. En guise de conclusion, que nous enseigne ce signe ? Quelles nouvelles apporte le journal sur l'homme ? Celles-ci. D'abord, il nous révèle que l'homme est un être *inachevé* et *inachevable* dans le cadre de l'univers. Ensuite, que l'homme n'est pas *nouveauté*, mais *permanence*. Ce message qui est la leçon la plus originale du journal est, vous me l'accorderez, celle qu'il cherche le moins à nous donner. Nous devons en tirer d'importantes conséquences. Celles que nous indique Mircea Eliade : « Il est indispensable de reconnaître qu'il n'existe plus de solution de continuité entre le monde « primitif » ou « arriéré » et l'Occident moderne. Il ne suffit plus, comme il suffisait il y a un demi-siècle, de découvrir et d'admirer les sources spirituelles de ces arts en nous-mêmes,

il faut prendre conscience de ce qui reste encore de « mythique » dans une « existence moderne », il faut découvrir l'ampleur et la profondeur de ce compagnonnage millénaire, de ce temps continu.

Enfin, le journal nous accule à mesurer la fragilité de ce qu'on appelle le monde moderne. En nous obligeant à reconnaître l'écart entre la conscience des sociétés industrielles et l'existence en elles, en nous mettant sous les yeux l'écart entre la volonté prométhéenne des élites et l'englouement des peuples dans un destin anonyme et apeuré, il nous oblige à en tirer des conclusions d'action.

Celles-ci doivent aller bien au-delà d'un quelconque statut de la presse ou d'une quelconque déontologie professionnelle. De quoi s'agit-il ? De prendre conscience que « le nouveau monde » est un univers *sauvage* qui est, encore, en-deçà d'une civilisation. Il est inutile de s'obnubiler sur le journal. Ce qui est en question est au-delà du journal. L'existence et le contenu du journal crient l'urgence de refonder la cité des hommes. Refonder la cité, ce n'est pas redessiner des institutions juridiques — encore que cela ne soit pas négligeable — ce n'est pas même définir un programme économique. Refonder une cité, est une opération d'un autre ordre. Ouvrons notre Péguy : « Ce n'est pas un acte, une opération ordinaire », « la fondation est l'opération même par laquelle on crée, on imagine, on ouvre une série », elle est « l'homme qui crée un commencement. » Oui, la réflexion sur le journal renvoie à cette profondeur où l'on éprouve « une certaine anxiété propre », « une étroitesse » car il s'agit de rien moins que de découvrir ce « lien divin » dont Platon annonçait qu'il était nécessaire pour greffer les rapports des citoyens sur l'harmonie de l'amitié.

On nous pardonnera quelques naïvetés. Pourtant, il faut être clair. Le journal est un miroir. Si l'imaginaire journalistique est affreusement creux, si, tout à coup, il provoque le vertige, le journal n'en peut mais. Le journal nous renvoie le vide parce que la cité est vide, qu'il n'y a plus de cité, plus de peuple, il ne subsiste qu'une « foule solitaire » qui attend Godot ou quelque chose.

Bref, le journal nous renvoie à cette tâche fondamentale qu'entrevoit Simone Weil : comment « insuffler une inspiration à un peuple ». Tâche exaltante mais combien inquiétante, car ou bien nous parviendrons à re-liaer les hommes entre eux ou bien le journal aura les paroles de la vie éternelle puisque chacun ne pourra survivre qu'en appliquant ce conseil que donnait précisément un journal voilà quelques années :

« Accordez-vous chaque jour quelques minutes de folie : danser avec un balai, mordre le tapis... »

René PUCHEU.

(1) Blondel cité par Cl. Tresmontant : Introduction à la métaphysique de Maurice Blondel (Editions du Seuil).

(2) (3) (13) J. Cazeneuve : La mentalité archaïque (Editions A. Colin).

(4) P. Valéry : Petite lettre sur les mythes (N.R.I.).

(5) G. Bachelard : La poétique de l'espace (P.U.F.).

(6) (7) (8) (10) M. Eliade : Images et Symboles (Editions Gallimard).

(14) (9) G. Durand : Les structures anthropologiques de l'imaginaire (P.U.F.).

(11) Nietzsche : Ainsi parlait Zarathoustra.

(12) Alain : Les Idées et les Ages (Editions Gallimard).

**C'**EST une victoire substantielle qu'a remportée le parti travailliste britannique. Avec une majorité de 97 sièges sur tous les autres partis, la place est nette pour un gouvernement de gauche modérée en Grande-Bretagne jusqu'à la fin de 1970. Si l'on exclut une faible possibilité de défaite sur les questions du Vietnam ou de la Rhodésie, risques plutôt éloignés, ou un désastre politique imprévisible, c'est avec la politique d'une Angleterre travailliste que l'Europe doit compter. Les attitudes européennes du parti conservateur sous la direction de Heath, ou des libéraux de Grimond, n'offrent plus qu'un intérêt secondaire pour le moment. Il est peu probable qu'elles aient beaucoup d'influence sur la décision britannique de saisir ou non les occasions de rejoindre l'Europe communautaire. Si le veto que la France opposa naguère à la participation britannique est levé, c'est le gouvernement travailliste seul qui, d'ici à 1970, devra décider si le Royaume-Uni doit ou non s'intégrer à la Communauté économique européenne.

---

### ***L'évolution des travaillistes : de l'hostilité à la compréhension***

---

Que peut-on attendre, sur ce point, d'un gouvernement travailliste à Londres ? La ligne traditionnelle du Labour n'indique pas clairement la réponse. Les dirigeants du parti ont, en la matière, émis ces dernières années une étonnante diversité d'opinions. Ni lorsqu'ils

se trouvaient dans l'opposition ni au cours des dix-huit mois qu'ils ont passés au pouvoir, l'on n'a pu découvrir un exposé officiel succinct de leur politique européenne. Sans doute une difficulté réside-t-elle dans le fait que le **Labour**, comme le parti conservateur, est une coalition de tendances très différentes et parfois mutuellement hostiles. Les opinions travaillistes vont, en effet, de la quasi-soumission à la politique actuelle des Etats-Unis à une défense instinctive de celle du monde communiste, qu'il s'agisse de la Russie stalinienne de 1950 ou de la Chine de 1965 : sur l'échiquier français, elles s'étendraient ainsi de la droite de M. Guy Mollet à la gauche de M. Waldeck-Rochet. Pourtant, la politique étrangère du parti travailliste est finalement prudente et conservatrice : c'est qu'il s'appuie essentiellement sur des gens qui croient instinctivement que le gouvernement britannique, quelle que soit son étiquette, a raison dans ses relations extérieures. Alors qu'en France et en Allemagne l'opposition socialiste à la première guerre mondiale ne s'effondra que lorsque l'esprit de revanche pour l'une, l'unité nationale pour l'autre, apparurent comme des idées-forces capables de susciter l'adhésion loyale des masses, les chefs travaillistes échouèrent dans leurs tentatives d'intéresser l'ensemble de leur électoraat aux conférences internationales du désarmement qui eurent lieu à La Haye en 1899 et en 1907, ou lorsqu'ils essayèrent de faire condamner la politique dont l'aboutissement fut la guerre. Et au lendemain de celle-ci, les électeurs travaillistes ne trouvèrent pas grand-chose à redire à la politique des Alliés, qui contribua tant à la ruine de la République de Weimar.

C'est dire que les attitudes insulaires demeurent soli-

# LES TRAVAILLISTES ET L'EUROPE

PAR  
ANTHONY  
MORRIS

des au sein du **Labour** et sont un obstacle à la formation en son sein d'une politique européenne cohérente. Les militants d'aujourd'hui, qui souvent sont de sincères internationalistes en doctrine et qui d'ordinaire se comportent en citoyens éclairés et généreux devant les problèmes d'outre-mer, et plus généralement face aux revendications des déshérités, sont dans leur ensemble « agnostiques » en politique étrangère, surtout quand on leur demande de faire preuve de solidarité et de compréhension pour les socialistes d'autres pays. « La gauche n'est internationaliste que sur le plan des idées. Elle ne s'intéresse pas aux réalités d'outre-Manche, mais aux doctrines d'outre-Manche », écrivait le *Times* du 17 juin 1961. C'est en effet la lutte des classes dans le pays — ou, pour le militant de base, le combat pour la justice économique et sociale — qui compte, beaucoup plus que n'importe quel événement ou intérêt mettant en jeu l'étranger. Une passion active pour les affaires étrangères passe, en général, aux yeux de l'électorat travailliste, pour de l'inattention à l'égard des problèmes nationaux importants : justice sociale, planification économique, nationalisation des grandes industries, préoccupations caractéristiques de la version britannique de la social-démocratie.

Des alliances classiques, comme l'accord franco-britannique de 1947 et le traité de Bruxelles de 1948, furent contractées sans drame de conscience par le gouvernement travailliste de 1945. Même le soutien au plan Marshall, la formation de l'O. E. C. E. et d'une « super-alliance », l'O.T.A.N., ne rencontrèrent l'opposition que de l'aile gauche du parti, pour le motif bien compréhensible que la Grande-Bretagne était visible-

ment en voie de s'aligner sur un bloc anticommuniste. Ni l'O. E. C. E. ni l'O. T. A. N. ne furent considérées comme présentant la moindre menace pour les mesures socialistes prises à l'intérieur. Il en fut tout autrement avec le projet du Conseil de l'Europe : le gouvernement travailliste d'alors et l'exécutif national du parti désapprouvèrent vigoureusement la Conférence de La Haye et découragèrent les parlementaires d'y assister : quatorze de ceux-ci, désignés pour s'y rendre, y renoncèrent. Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères, fut d'abord violemment opposé au Conseil de l'Europe, puis, ayant finalement admis sa création, il s'efforça d'exclure les problèmes économiques et de défense de ses ordres du jour et se jeta de tout son poids dans la lutte contre toute idée de transformation de l'Assemblée consultative européenne en corps parlementaire doté de pouvoirs législatifs. A très peu d'exceptions près, les membres travaillistes de l'Assemblée consultative s'opposèrent à tout projet offrant un relent de fédéralisme, notamment à la création d'une autorité politique européenne « aux fonctions limitées mais au pouvoir réel ».

L'hostilité travailliste à toute possibilité d'influence extérieure sur la réorganisation de l'économie britannique dans un sens socialiste a été mise en évidence dans l'explication donnée par Mr. Attlee du refus opposé par les Anglais à l'invitation qui leur avait été faite par M. Monnet de participer aux négociations du plan

Schuman : « Nous ne sommes pas prêts à accepter le principe de l'abandon des forces économiques les plus vitales de ce pays entre les mains d'une autorité parfaitement antidémocratique et qui n'est pas responsable devant qui que ce soit. »

Un point sensible avait été touché. La procédure parlementaire pour la nationalisation de l'acier allait être sous peu amorcée, l'industrie charbonnière était déjà nationalisée. Qu'ils y aient vu un sursaut de la libre entreprise ou le risque de devoir tenir compte de règlements et de concepts étrangers dans la mise au point de leur planification, le projet de Communauté européenne du charbon et de l'acier fut objet d'anathème pour l'immense majorité des socialistes anglais. Très peu d'entre eux — curieusement, aussi bien à droite qu'à gauche au sein du parti — furent favorables à la participation britannique, parce qu'ils voyaient dans le traité de Paris une mesure concrète de programmation économique internationale.

Pendant les dix années qui s'écoulèrent entre la création de la Communauté Charbon-Acier sans les Anglais et la demande du gouvernement conservateur d'adhérer au Marché Commun, l'attitude du Labour subit de profonds changements. Le succès de la C.E.C.A. et le soutien accru qu'elle trouvait sur le continent et dans les milieux socialistes, le temps de réflexion laissé par une longue période d'opposition parlementaire durant laquelle les hésitations et les occasions manquées du gouvernement conservateur furent de plus en plus critiquées, le défi lancé par les deux nouvelles communautés européennes et le fait que le parti travailliste, écarté du pouvoir, n'était plus occupé à mettre en œuvre une politique intérieure socialiste, tout cela contribua à faire naître en maints esprits travaillistes la conviction que l'intégration de l'Angleterre à l'Europe devrait être regardée avec intérêt et non plus avec crainte. C'est ainsi que le parti travailliste en vint à approuver, fût-ce avec prudence, les tentatives du gouvernement Tory en vue de créer une Zone Européenne de Libre Echange (Z.E.L.E.) ; de même, il appuya les projets de celle-ci, même quand leur principal objectif latent fut de lancer un pont entre les Six et les Sept. Certes, ce n'est pas à dire que tout le parti se fût converti à l'idée européenne — loin de là. Mais, si bien des leaders travaillistes montrèrent peu d'enthousiasme pour la demande d'adhésion au Marché Commun, formulée par les conservateurs, le parti travailliste estima qu'il lui était impossible de se trouver en complète opposition avec le Gouvernement sur ce point.

---

## Les divisions des travaillistes face à la construction européenne

---

Avant d'examiner la politique européenne du gouvernement Wilson, il n'est pas inutile de passer en revue les tendances que l'on peut observer en matière européenne à la Chambre des Communes sur les bancs travaillistes.

À l'extrême-gauche, on voit un minuscule groupe de crypto-communistes, que l'on appelait naguère les « compagnons de route » (*fellow-travellers*). Inutile de

dire que ce sont des opposants acharnés à l'intégration européenne. Leur influence est réduite.

Un peu plus à droite siège une importante aile gauche dont tous les membres, à l'exception de quelques personnalités isolées, sont adversaires de l'adhésion britannique à la Communauté européenne. Jouissant de solides appuis parmi les militants dans tout le pays, les membres de cette fraction manifestent fréquemment leur anti-germanisme ou leur anti-américanisme — ordinairement les deux à la fois. Ils regardent la Communauté comme un organe d'animation d'une Europe organisée selon un schéma libéral, et comme un instrument de la guerre froide. En même temps, ils voient en elle un moyen d'accroître les échanges commerciaux entre pays privilégiés aux dépens des pays en voie de développement. Ils craignent aussi qu'une Communauté « capitaliste » ne fasse obstacle à la planification socialiste britannique et même ne la rende impossible. Dans le gouvernement de 1966, deux ministres appartiennent à ce groupe : M. Barbara Castle (Transports), qui déploya une extrême hostilité à l'adhésion anglaise à la C.E.E. au cours de la campagne électorale, et M. Anthony Greenwood (Outre-Mer). Au total, cette catégorie ne compte probablement pas plus de 50 députés travaillistes.

Plus à droite encore existe un groupe nombreux de « Petits Anglais » (*Little Englanders*), rarement sympathiques aux positions de l'aile gauche (et habituellement, par exemple, favorables à l'O.T.A.N.), généralement conservateurs en matière diplomatique et d'une pensée politique sans originalité. Ses membres traduisent fidèlement l'antipathie et la méfiance de la classe ouvrière britannique à l'égard des étrangers et de tout ce qui est étranger. Beaucoup sont d'anciens syndicalistes. Ils se préoccupent peu de comprendre l'attitude des socialistes continentaux. Mieux, ils se font les champions d'un Commonwealth conduit et inspiré par Londres. Parmi les rares intellectuels qui en font partie, on trouve les vieux travaillistes, comme lord Attlee (qui persiste à ne voir « aucune nécessité pour l'Angleterre de s'associer aux nations vaincues de l'Europe ») et au moins deux membres du nouveau cabinet, MM. Douglas Jay (Commerce) qui souffre d'une antipathie passionnelle pour à peu près tout ce qui est étranger (singulièrement la cuisine non anglaise), et Peart (Agriculture). M. Frank Cousins (Affaires scientifiques et techniques) tend à partager les idées des « Petits Anglais ». Cette fraction parlementaire compte sans doute plus de 50 députés, et son attitude à l'égard de l'Europe, vaguement négative, pèse de peu de poids.

Une autre catégorie de travaillistes opposés à l'intégration du Royaume-Uni à l'Europe, tout en n'étant pas hostiles à la Communauté en tant que telle, considère qu'une adhésion britannique constituerait une entrave pour les affaires du Commonwealth et pour la réalisation de certains objectifs de politique étrangère. Les deux figures les plus marquantes de ce groupe sont M. Denis Healey (Défense) et M. Patrick Gordon-Walker (ancien ministre des Affaires étrangères). M. Healey, ferme supporter de l'O.T.A.N. et de l'Alliance Atlantique, redoute que l'appartenance à la Communauté européenne n'interdise aux Anglais d'avoir

une politique étrangère indépendante ; pour lui, la Communauté est un groupement politico-économique trop étroit — mais l'on pense que son opposition à l'entrée du pays dans la C.E.E. se relâche. M. Gordon-Walker, quant à lui, n'aime pas les aspects politiques de la Communauté, et songe à l'adhésion à un Marché commun dilué dans une grande zone de libre échange européenne incluant les pays communistes.

Les « internationalistes » du Labour peu enthousiastes à l'égard de l'entrée britannique dans la Communauté, comptent aussi ceux qui estiment que la C.E.E. serait un obstacle plutôt qu'une étape sur la voie d'un Gouvernement mondial, perspective qui rencontre beaucoup plus de sympathies et de faveur chez les Travailleurs que chez les Conservateurs — mais il faut préciser que bien des députés travaillistes favorables à un gouvernement mondial sont aussi de solides européens. Partisan enthousiaste d'un gouvernement mondial, M. David Ennals (secrétaire à la Défense) est membre dirigeant du « groupe pour une plus grande Europe » (**Wider Europ Group**), qui vise à « renverser les frontières internes de l'Europe » entre la C.E.E., la Z.E.L.E. et le COMECON, et s'oppose à toute évolution qui pourrait renforcer les divisions existantes. Le noyau des supporters de ce groupe néo-gaulliste (qui refuse d'ailleurs d'être considéré comme tel) est presque certainement hostile à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun à des conditions négociables, mais il n'est pas douteux que cette fraction parlementaire est soutenue par bien des gens favorables à l'adhésion au Marché commun, y compris, dit-on, M. Stewart.

Beaucoup d'autres travaillistes ne peuvent être aisément classés dans l'une des différentes tendances que nous venons de passer en revue, ni dans le groupe pro-européen. Peut-être n'ont-ils pas d'objections doctrinales ou sentimentales à rejoindre les Six, ni d'ailleurs de conviction ou d'intérêt pour cela. Une centaine de députés peuvent ainsi passer pour favorables en principe à la politique gouvernementale du moment.

Arrivons-en aux partisans travaillistes de l'adhésion britannique à l'Europe des Six. Le nombre des députés inscrits au Comité travailliste pour l'Europe — groupe de pression apparenté à l'organisation de lord Gladwyn « **Britain in Europ** » — donne la meilleure mesure de leur importance. La liste des parlementaires membres du Comité est passée de 30 noms, à l'automne 1962, à plus de 70 aujourd'hui, avec quatre ministres et vingt-six autres membres du gouvernement. Les ministres sont MM. Roy Jenkins (Intérieur), Arthur Bottomley (Commonwealth), Anthony Crosland (Education) et lord Longford (lord du Sceau privé — fonction qui était celle de M. Heath au cours des négociations de 1961 à 1963 sur l'adhésion anglaise). Le nombre de parlementaires appartenant à ce Comité ne cesse d'augmenter, en partie parce que les sympathies à l'égard de la construction européenne sont particulièrement nettes chez les nouveaux députés élus en 1964 et 1966. Si le Comité n'est pas prêt à payer de n'importe quel prix l'adhésion au Marché commun, ses membres peuvent tous être comptés comme acceptant l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté Européenne aux conditions que Wilson serait capable d'obtenir. En outre, bien des « Européens » du cabinet ou du gouver-

nement ne sont pas, pour bien des raisons, membres du Comité : MM. George Brown, Roy Gunter (Travail), George Thomson (chancelier du duché de Lancastre) — qui est particulièrement chargé des Affaires européennes — et M. W. Padley (ministre d'Etat pour les Affaires étrangères). Plusieurs de ces personnalités — par exemple, Brown, qui est le bras droit de Wilson — ont été de solides partisans de l'Europe unie depuis dix ans ou même davantage. On sait que Brown avait été cruellement déçu de l'attitude négative de M. Gaitskell au cours des négociations de 1961 à 1963, notamment de son discours au Congrès travailliste de 1962. De son côté, Jenkins avait alors été tout près de déchirer sa carte du parti.

Toutes ces tendances sont, bien sûr, purement indicatives, des attitudes travaillistes. Des forces évolutives sont toujours à l'œuvre, et les opinions changent, parfois avec une soudaineté presque alarmante. Pour ne citer qu'un exemple, M. Maurice Edelman, député de la gauche modérée, était tout récemment encore violemment hostile à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Au cours du débat à la Chambre des Communes le 16 juillet 1962, il avait déclaré que la politique européenne de Heath avait fait de la Grande-Bretagne « un client des Etats-Unis ». Or, il est aujourd'hui membre du Comité travailliste pour l'Europe, et s'est prononcé vigoureusement pour l'adhésion anglaise.

Si l'on considère les 23 membres du Cabinet, les pro-Européens sont certainement en position beaucoup plus forte que les « anti ». En plus des « Européens » précédemment énumérés, Mr Michael Stewart (Affaires Etrangères) se convainc de l'opportunité politique de l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe des Six peu après sa prise de fonctions. Du petit nombre de ministres tièdes ou sans opinion à cet égard, seul Mr Callaghan (Chancelier de l'Echiquier), occupe une position clé, mais à part Wilson lui-même, dont les vues sont évidemment de première importance.

---

## La politique européenne du gouvernement Wilson

---

Il convient peut-être de dire quelques mots de la politique léguée à Wilson par son prédécesseur à la tête du Labour. Gaitskell était un internationaliste proche des opinions de Gordon-Walker. Il avait approuvé l'adhésion britannique à la zone de libre échange et préférait à la Communauté Européenne une association d'Etats plutôt souple, dans le style de l'O.C.D.E. Il n'aimait pas l'indépendance de la Commission de la C.E.E., dont il aurait souhaité que le Conseil des Ministres fût beaucoup plus fort. Voilà pour les aspects politiques. Quant à l'aspect économique de l'adhésion anglaise à la C.E.E., après en avoir débattu les avantages et les in-

convénients — en quoi il était « admirablement impartial », si l'on en croit *The Guardian* — il conclut que des raisons fortes, mais non décisives, pouvaient être avancées en faveur de cette adhésion. En tout cas, ce fut Gaitskell qui annonça, à l'automne 1963, les cinq conditions qui devaient être posées à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Européenne : dispositions satisfaisantes pour les pays du Commonwealth, arrangements non moins favorables pour les Membres de la Zone européenne de libre-échange, indépendance de la politique étrangère britannique, droit de la Grande-Bretagne de diriger en toute liberté son économie, et protection de l'agriculture britannique. Les deux premières conditions et la dernière coïncidaient avec la position des Conservateurs ; certes, elles furent défendues à Bruxelles, encore que les conditions que Heath était prêt à accepter pour le commerce avec le Commonwealth et l'agriculture auraient probablement été considérées par les Travaillistes comme « une braderie ». Quoiqu'il en soit, l'insistance de Gaitskell sur l'indépendance absolue de la politique économique et de la politique extérieure aurait suffi à exclure toute possibilité de signature du Traité de Rome par les Anglais.

En 1962, le *Labour* posait donc des préalables aussi absolus qu'inacceptables à l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe des Six ; or c'est du bout des lèvres que les porte-parole travaillistes — y compris des « Européens » de toutes nuances — ont depuis lors soutenu les cinq conditions.

Telle est, naturellement, l'attitude de M. Harold Wilson lui-même.

On s'accorde généralement à penser que Wilson, qui jouit d'un degré de confiance extraordinaire de la part de ses amis en politique étrangère, n'a eu, au moins jusqu'à une époque récente, aucune vue claire à long terme des futures relations de la Grande-Bretagne avec l'Europe des Six. Ses déclarations sur ce sujet ont été qualifiées de « solidement ambiguës », mais elles semblent refléter le pragmatisme de quelqu'un qui veut s'appuyer sur des faits lorsqu'il parle de la position de son pays dans le monde. S'il était moins pragmatique et réaliste, il resterait sans doute un « petit Anglais » du genre de Douglas Jay, certain d'un grand avenir pour l'Angleterre au cœur de son fidèle Commonwealth et à l'écart de l'Europe. Le véritable souci de Wilson, c'est l'élimination des privilèges et des injustices sociales ainsi que la modernisation du pays, afin de lui donner une économie efficace ; en fait, c'est un modernisateur plus qu'un socialiste doctrinaire. Comme il manque, d'autre part, de convictions aussi profondes sur les relations de la Grande-Bretagne avec ses voisins, il est probablement prêt à accepter l'appartenance de la Grande-Bretagne au Marché Commun, si une proposition concrète lui était présentée à cet égard, car il s'est rendu compte de la futilité de toute autre hypothèse. Après tout, s'il franchissait un tel pas, il aurait toute chance — et sans aucun doute, il le sait — de se tailler une place mémorable dans l'histoire d'Angleterre.

Certes, le comportement de Wilson en matière européenne a été opportuniste et louvoyant. En février 1963, au cours du débat qui a suivi la rupture des négociations de Bruxelles, il déclara que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté aux conditions qui au-

raient probablement été négociées aurait constitué « une humiliation nationale » ; que le commerce avec le Commonwealth avait bénéficié d'un « sursis de clémence » — tant il est vrai qu'il ne considérait pas un déclin relatif des échanges entre le Royaume-Uni et le Commonwealth comme inévitable. On s'accorde à penser que six mois de gouvernement lui ôtèrent ses illusions sur le Commonwealth, et qu'au mois de mai 1965, les Cinq Conditions n'étaient plus sacro-saintes. Le 4 août 1965, il admit avec franchise qu'il était « moins urgent de les appliquer », surtout la condition relative aux Pays membres de la Zone de libre-échange. Quatre mois plus tard (le 7 décembre 1965), son ministre des Affaires étrangères put affirmer que le Gouvernement était désireux d'adhérer au Traité de Rome « si les intérêts essentiels de la Grande-Bretagne étaient sauvegardés ». Mais le 24 février dernier, il refusait de dire aux Communes les intentions du gouvernement et ajoutait — non sans ambiguïté — qu'il ne pouvait être question d'entamer des conversations avec Bruxelles tant que les obstacles ne seraient pas levés. De son côté, Stewart avait déclaré, le 23 février, que la demande anglaise d'adhésion à la C.E.E. devait aboutir, et désignait comme principales difficultés l'agriculture et la balance des paiements.

La campagne pour les élections législatives ne porta pas autant sur l'Europe que les discours pourraient le laisser supposer, et que bien des dirigeants conservateurs, tels M<sup>rs</sup> Heath et Sandys, l'avaient espéré. L'électorat considéra le Marché commun comme un sujet de peu d'intérêt pratique, tandis que le Parti travailliste contribuait à lui en masquer les buts véritables. En fait, ce furent les implications de la politique agricole communautaire pour la Grande-Bretagne qui suscitérent le grand débat, à l'issue duquel il fut clair pour les électeurs que la politique agricole de l'Europe des Six, qui, selon Douglas Jay, entraînerait une hausse de 10 à 15 % des prix de l'alimentation, serait tout à fait inacceptable pour un gouvernement travailliste !

Le programme électoral du Labour énonçait que le Parti était « tout disposé à entrer dans le Marché commun... en consultation avec nos partenaires de la Z.E.L.E., et à condition que les intérêts du Commonwealth soient sauvegardés ». Tandis que Stewart se référait le plus souvent possible à la Communauté en termes favorables, la position générale de Wilson demeurait partagée. Il acceptait les Traités de Rome, dit-il le 7 mars, mais non la politique agricole adoptée ultérieurement par la Communauté, et qu'il espérait pouvoir modifier. Or, le 18 mars, à Bristol, dans un discours où une attaque des positions de son principal adversaire n'avait d'ailleurs rien que de normal, il rendit le gouvernement conservateur responsable de l'échec de 1963, l'accusant d'ineptie dans la conduite des relations avec la France, et soulignant que, grâce aux travaillistes, les rapports franco-anglais s'étaient améliorés. Il affirma que le Labour « ne se jetterait pas dans les bras de l'Europe » (insinuant par là même que les Conservateurs en étaient bien capables), et reprit avec la plus extrême rigueur les fameuses conditions de la Grande-Bretagne à son entrée dans la C.E.E. : faculté d'acheter les vivres et les matières premières sur les marchés les plus avantageux (était-ce là une condition nou-

à la C.E.E. Et une majorité, probablement large, de députés travaillistes, soutiendrait sans doute le Gouvernement, de concert avec l'Opposition, le jour où l'on passerait au vote. Mais les déclarations ministérielles inclinent encore à la réserve ou à l'excès de prudence. L'explication que donne Stewart de cette attitude est le souhait du **Labour** d'éviter une répétition de 1963. Reste à savoir si le gouvernement prévoit une reprise pure et simple du style de négociations de 1961 à 1963, chaque détail étant discuté point par point, ou si les Travaillistes acceptent l'idée des Conservateurs, selon laquelle les négociations devraient être brèves et suivies d'une période de transition au cours de laquelle le Traité de Rome et les politiques communes seraient appliquées progressivement au Royaume-Uni. Le Labour Party, d'autre part, ira-t-il jusqu'à abolir, ou même modifier, le système actuel de soutien de l'agriculture britannique afin de s'aligner sur une politique commune européenne ? Ce sera là un bon test du réalisme wilsonien... Pour autant que l'on puisse accorder quelque valeur à son point de vue, on ne peut oublier que Thomson avait déjà laissé entendre que la politique agricole communautaire pourrait être acceptable, pourvu que des garanties soient trouvées pour la Nouvelle-Zélande.

*Le temps n'est plus où Churchill pouvait affirmer « qu'entre l'Europe et le grand large, la Grande-Bretagne choisirait toujours le grand large. »*

velle ?), aucun contrôle supranational de la politique de défense et de la politique étrangère. Même si l'on fait la part du désir de discréditer Heath aux yeux de l'électorat, de telles déclarations laissèrent l'impression durable que Wilson était encore loin de regarder l'adhésion britannique à l'Europe comme une priorité majeure ou simplement une éventualité souhaitable.

Le mauvais effet du discours de Wilson à Bristol a été en partie effacé depuis l'installation du nouveau gouvernement. Les nominations de MM. George Brown et George Thomson à des postes ministériels où ils ont des responsabilités particulières au sujet de l'Europe sont, à cet égard, encourageantes. Brown s'est manifesté depuis des années comme un Européen engagé. A la différence de Wilson, qui pourrait bien être tenté par des offres du gouvernement de Paris, et de Gordon-Walker, qui est hostile à toute supranationalité et considère que de Gaulle facilite l'adhésion britannique à la Communauté européenne, Brown n'a aucune sympathie pour la conception gaulliste de l'Europe. Il reprendrait certainement à son compte ce mot de son collègue Jenkins : « Il faut nous assurer que ce n'est pas pour nous séparer des Etats-Unis que de Gaulle souhaite notre entrée dans la Communauté ». Thomson, qui, comme Brown, est un solide partisan de l'O.T.A.N., est aussi un « Européen » de longue date, et l'on dit qu'il a des sympathies pour le mouvement fédéraliste. Ces deux nominations laissent à penser que Wilson a compris que l'opinion publique était favorable à l'adhésion britannique au Marché commun, et qu'il ne pouvait se permettre de perdre — si indifférent qu'il soit aux aspects politiques positifs de la Communauté — aucune occasion de la négocier.

C'est là tout ce que l'on peut affirmer avec assurance ? La plupart des lieutenants de Wilson estiment que l'Angleterre devrait saisir toutes ses chances d'adhérer

Les conditions de participation mises à part, il est certain que le Parti travailliste est intéressé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe communautaire. Brown a récemment dit que « la volonté politique » existait. Mais les « Européens » du Labour ne se font pas l'illusion de croire qu'ils choisiront eux-mêmes le moment. Alors, quand ce moment viendra-t-il ? Wilson a dit qu'aucune négociation ne pouvait être envisagée tant que la Communauté Européenne n'aurait pas résolu ses propres problèmes : mais peut-être s'agit-il d'un alibi pour retarder l'heure embarrassante d'une déclaration d'intention ? Les faits suggèrent toutefois que cette position n'est plus celle du Cabinet, même si c'est — ou si ce fut — celle de Wilson (1). Car faits significatifs : d'une part, la taxe de 10 % sur les importations a été levée, et d'autre part, Londres effectue des sondages dans les capitales de l'Europe des Six au sujet des problèmes posés par l'éventuelle adhésion. C'est notamment le cas à Paris, car les vues françaises à l'égard de la participation britannique au Marché Commun doivent encore être précisées clairement et sans la moindre équivoque. Le veto du général de Gaulle est-il levé ? Les Six acceptent-ils de recommencer une négociation ? C'est bien à eux, en tout état de cause, qu'il appartient de donner le feu vert à Londres, car ce n'est pas le Royaume-Uni qui a interrompu les négociations en 1963, et sa demande d'adhésion n'a jamais été retirée.

**Anthony MORRIS.**

(1) La décision, qui semble devoir être prise par Londres, de maintenir une participation britannique dans l'Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux (C.E.C.L.E.S.-E.L.D.O.), alors que le gouvernement avait annoncé le 3 juin que la Grande-Bretagne abandonnait cette forme de coopération européenne, est une preuve de plus que, malgré les oscillations de sa politique, Wilson, sous la pression de l'opinion, des journalistes, des techniciens, des industriels — et des Européens du Labour — est amené par réalisme à rapprocher l'Angleterre d'un continent européen qui s'organise.

# Questions d'aujourd'hui

**V**INGT années nous séparent déjà de la fin de la deuxième guerre mondiale. La volonté de renouveau qui était si frappante à l'époque dans toutes les couches de la société, s'est vite émoussée au contact des difficultés. Déceptions, apathie, crises, grèves, ont marqué comme autrefois le fil des jours. Pourtant, tout a considérablement évolué depuis, et la cascade de « vingtième anniversaire » que l'on a connu ces deux dernières années a fait ressortir, pratiquement en tout domaine, l'essor prodigieux de la vie économique.

L'agriculture, pour sa part, n'a pas cru devoir présenter son bilan. C'est dommage car elle aurait pu apparaître dans le groupe de tête, sinon la première, pour ce qui est de l'amélioration de la productivité.

## Une révolution technique et humaine

Si l'économie française a opéré en vingt ans une mue spectaculaire, l'agriculture a connu des changements encore plus importants. En voici les raisons. La liaison n'avait pas encore été opérée entre les possibilités considérables de progrès qu'offrait la révolution technologique et scientifique et les activités de base du secteur agricole. Le joint s'est fait massivement dans l'agriculture française entre 1950 et 1965. En même temps une profonde révolution humaine s'opérait sous la poussée des jeunes : elle donnait à de vastes couches de la paysannerie la possibilité d'utiliser rapidement cette extraordinaire capacité de progrès, rendue accessible au simple exploitant. Enfin, le dynamisme même de l'ensemble de l'économie française, l'ambiance de progrès qui en résultait, a encouragé le monde paysan à se lancer dans cette course en avant soudain rendue possible.

Tout cet ensemble de faits a provoqué dans le monde agricole une mutation que l'on peut qualifier de fondamentale. Par rapport aux années 30, l'agriculteur a acquis une extraordinaire maîtrise de la nature et des techniques, qui lui donne un pouvoir qu'il n'avait jamais soupçonné. Certes, de nombreux aléas subsistent dans son métier de plein air consacré aux êtres vivants. Mais ce n'est plus l'homme courbé sur la terre, soumis aux exigences de la nature. Lui, simple agriculteur, dispose désormais du pouvoir de modifier profondément ses productions, de changer radicalement ses techniques, de multiplier ses rendements. Technologiquement peu de métiers ont connu une mutation aussi rapide et aussi profonde. Les effets, encore mal connus, de cette révolution technique, s'étendent bien au-delà de la seule activité de production de l'agriculture.

Les signes extérieurs de cette révolution sont innombrables. En voici quelques-uns parmi les plus significatifs.

	1950	1965
Tracteurs .....	140.000	1.060.000
Moissonneuses-batteuses .....	3.800	110.000
Presses-Ramasseuses .....	16.880	140.000

La consommation d'engrais progressait de 1 million de tonnes en 1950 à 2 millions en 1959-60 et à 3 millions en 1964-1965.

La production de viande est passée de 150 kg-hectare avant guerre à 400 kg-hectare aujourd'hui. Certaines

exploitations de pointe arrivent à 600 kg-hectare. Le rendement moyen en céréales qui se situait autour de 20 quintaux-hectare pour la grande majorité des exploitations, se situe pour beaucoup aujourd'hui, autour de 40 quintaux-hectare. Et un nombre important d'exploitants atteint et dépasse 60 quintaux-hectare.

On pourrait citer des chiffres semblables pour tous les secteurs de l'activité agricole, en précisant toutefois que la révolution est encore loin d'avoir atteint ses pleins effets dans certains domaines.

## Une révolution surgie de la paysannerie traditionnelle

Une telle révolution, précisons-le, n'est pas propre à notre pays. Elle est visible dans tous les pays à économie fortement développée. Mais en France, cette révolution du progrès technique a revêtu un aspect particulier du fait d'une autre révolution, au niveau des hommes. Les données en sont connues, nous nous contenterons de les rappeler pour insister davantage sur les aspects les plus importants de cette seconde révolution.

Le monde agricole français a été caractérisé au cours des dernières décades par la présence d'une très forte proportion d'exploitants âgés : d'une part, beaucoup d'agriculteurs tenaient à garder les rênes et à conserver de quoi vivre jusqu'à leur mort, chassant par le fait même leurs enfants qui n'acceptaient plus comme autrefois d'être soumis à l'autorité du père jusqu'à sa mort. D'un autre côté, le départ massif des filles vers la ville ou la difficulté de trouver une ferme chassaient parfois des jeunes qui auraient pu être d'excellents exploitants. Dans cet univers dominé trop souvent par les vieux, une réaction collective a pris corps, symbolisée par un mouvement, la J.A.C. « Jeunesse Agricole Catholique ».

Le besoin d'échapper à un certain écrasement du milieu était si vif que la J.A.C. s'est trouvée transformée, d'un coup, en catalyseur de toutes les aspirations des jeunes qui ne trouvaient pas d'autre canal pour s'exprimer. En 1950, au Parc des Princes, 70.000 jeunes rassemblés par la J.A.C. présentaient un extraordinaire cahier de revendications qui à la différence de ce qui se passe souvent dans les congrès, allait devenir réalité, se concrétiser en l'espace de 10 ans et bousculer ainsi un certain ordre établi.

Se retrouvant pour la plupart au C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs), les anciens de la J.A.C. firent le joint avec de nombreux autres jeunes qui avaient des aspirations semblables. La poussée des jeunes était si forte qu'il fallut, sur le plan syndical, trouver un moyen pour sauvegarder l'unité. Finalement, grâce à la compréhension des aînés, tout en étant adhérent et solidaire du syndicalisme agricole unitaire (la F.N.S.E.A. - Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), le C.N.J.A. obtenait une large autonomie, et, notamment, le droit de négocier directement avec les pouvoirs publics. Finalement, le C.N.J.A. fut le principal moteur de la plupart des revendications qui aboutirent à la loi d'orientation agricole de 1960 et à la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole de 1962.

Mais si ces actions au sommet avaient pu aboutir en peu de temps, c'est qu'elles avaient été précédées et, en quelque sorte, enracinées par toute une révolution à la base. Ce sont les jeunes qui, dans chaque village, ont été les promoteurs de la motorisation, provoquant



# **ÉVOLUTION OU RÉVOLUTION AGRICOLE**

**PAR MARCEL FAURE**

partout l'arrivée des tracteurs. Ce sont les jeunes qui, à travers les C.E.T.A. (Centre d'Etude Technique Agricole), travaillant en équipe de 15 ou 20, ont expérimenté les nouvelles techniques sortant des laboratoires.

En ce domaine aussi, il y a eu rupture par rapport au passé. Traditionnellement, dans le monde paysan, composé d'un grand nombre de petites entreprises, chaque génération devait attendre que la précédente veuille bien lui céder le commandement ; en clair, cela voulait dire que beaucoup d'agriculteurs ne devenaient réellement chefs d'exploitation qu'à 40 ou 50 ans, voire même plus tard dans certains cas extrêmes. La rapidité des changements et la prise de conscience de toute une jeune génération ont brisé ce moule traditionnel, provoquant l'irruption rapide à la tête des entreprises et des organisations professionnelles, d'hommes de 25 à 40 ans.

Cette mutation a provoqué l'arrivée d'hommes vraiment représentatifs, émanant des couches les plus nombreuses et les plus mal représentées de la paysannerie : les petits et moyens exploitants. Autrement dit, c'est à partir des milieux, traditionnellement les plus rebelles au progrès, les moins instruits, les plus mal lotis économiquement qu'a surgi cette révolution. Le fait, aujourd'hui admis, ne surprend plus ni les sociologues, ni les économistes. Personne, à notre connaissance n'a cherché à l'expliquer. Pourtant il semble contenir sinon la clé, du moins une des clés dont a besoin notre époque pour résoudre les problèmes de sous-développement.

Ces petits paysans étaient des sous-développés. Ils vivaient dans un monde moderne où ils n'avaient pas leur place, où ils se sentaient manipulés. Dans les organisations où ils se sont rencontrés, J.A.C.-C.N.J.A., etc., ils ont, en confrontant leurs propres expériences, cherché à comprendre ce qui se passait. Ils ont commencé à vivre leurs problèmes, à en découvrir les dimensions : à la fois un monde moderne, avec ses possibilités et un cadre familial agricole, local, en porte-à-faux sur l'avenir. Parce qu'ils étaient dans ce milieu, loin de le condamner et de le fuir, ils ont vécu son aventure.

Ils ont à la fois compris et analysé la rationalité profonde des comportements traditionnels qui faisaient obstacle au changement.

Ils ont découvert qu'il y avait chez les gens et en priorité chez les jeunes, beaucoup de facteurs sur lesquels on pouvait s'appuyer pour prendre de biais ces comportements et les débloquer.

Ils ont été conduits à imaginer des méthodes, des cadres, des structures depuis la plus humble au niveau de l'individu jusqu'au niveau global du village, du département ou de la nation.

Ils ont construit, en fait, un nouveau modèle d'insertion dans la société contemporaine, qu'il s'agisse de la famille, de l'entreprise, ou du rôle des agriculteurs dans la nation. Ils ont créé une nouvelle culture, ou, comme on a dit, un nouveau couple économie-culture, fort différent de celui qu'avaient connu leurs parents.

**Des entreprises agricoles  
coordonnées  
et partiellement intégrées**

Les dimensions forcément restreintes de cette étude ne permettent pas de montrer toutes les implications de la

## Évolution ou révolution agricole

révolution technique et humaine que connaît l'agriculture française. Nous limiterons nos observations à deux domaines, particulièrement d'actualité : celui des entreprises et celui des rapports entre l'agriculture et l'industrie, qui permettront de mieux faire ressortir les changements et les remises en cause.

Traditionnellement indépendante, l'entreprise agricole était autrefois un micro-centre de décision. L'agriculteur cultivait pour sa propre consommation et celle de ses bêtes et vendait le surplus au marché. Le « bond en avant » des 15 dernières années a modifié radicalement cette situation. De plus en plus l'agriculteur produit à 80 % et souvent même à 90 ou 95 % pour le marché. Ce marché lui-même se modifie. Pour reprendre une expression des économistes, le marché cherche à planifier « ex ante » la production agricole. Il y est déjà arrivé à peu près complètement dans le cas de la production de poulets sous contrat. Progressivement le centre de décision se déplace de la ferme au marché. L'agriculteur, bon gré mal gré, tend à devenir un façonnier à domicile, pour un marché qui lui dicte ses ordres.

La Coopération agricole avait été conçue pour des agriculteurs, première manière. Elle n'a pas encore osé prendre le tournant : il ne s'agit plus pour elle de vendre des surplus, mais d'assurer à la fois la coordination, selon de nouvelles normes, de ces façonniers à domicile et d'assurer leur présence et leur cohérence sur le marché, face aux forces économiques qui cherchent à dominer ce marché.

Dans le même temps beaucoup d'exploitations trop petites ont dû changer de dimensions. Là encore, les hommes de la nouvelle génération ont inventé un nouveau modèle : les formules de groupe, qui, de la simple utilisation en équipe à l'association complète, connaissent toute une gamme de types intermédiaires répondant aux situations très diverses des exploitants.

Progressivement ces hommes ont été amenés, à travers leur expérience, à réfléchir sur l'aventure qu'ils vivaient, sur les chances dont ils pouvaient disposer dans ce marché moderne, sur les transformations structurelles de ce marché, sur les rapports de force entre les groupes économiques. Réflexion et expériences ont donné naissance à un nouveau modèle d'entreprise, baptisé par le C.N.J.A. « agriculture de groupe, industrielle et commerciale », dont la première formulation cohérente remonte à 1964. Il n'y a certes pour l'instant que des réalisations fragmentaires. Mais de profondes nécessités de changement apparaissent dans le domaine de l'élevage et de la production de lait. Une importante loi sur l'élevage devrait en principe, être publiée cet été. Quoi qu'il en soit, les impératifs de changement sont tels que les hommes qui en seront les acteurs seront obligés de se donner un cadre de référence et des perspectives pour ne pas être écrasés par l'évolution.

Curieusement, dans le même temps le secteur privilégié des grandes entreprises agricoles, éprouve, du moins parmi ses éléments les plus dynamiques, le besoin de se repenser. Une nouvelle école de pensée est née dans ce secteur, le C.E.N.A.G. ou Centre des Chefs d'Entreprise Agricole. Il propose aux grands exploitants un modèle, la N.E.A. — Nouvelle Entreprise agricole. Dans ce secteur capitaliste de l'agriculture, ses promoteurs osent de présenter à leurs pairs une formule plus

dynamique et plus souple de grande entreprise permettant une meilleure association des travailleurs à la marche de l'ensemble.

Ce sont là autant de signes qui démontrent que le modèle traditionnel de l'exploitation agricole est entré dans une phase de mue très profonde. Nul ne peut prévoir l'ampleur que prendront les deux courants, mais il ne semble pas possible que le mouvement s'arrête. De prochains changements ne tarderont pas à apparaître.

### Un univers industriel apprécié et remis en cause

Les rapports entre l'agriculture et l'industrie sont eux aussi en train de se modifier. D'ailleurs, une des caractéristiques des deux courants évoqués ci-dessus, Agriculture de Groupe et N.E.A., est d'avoir un comportement différent vis-à-vis de l'univers industriel et capitaliste. Tous deux cependant reconnaissent les apports considérables de la révolution industrielle à l'agriculture. C'est sur la lancée de la révolution technologique industrielle que le secteur agricole a opéré avec du retard dans le temps, sa propre révolution technologique. Mais l'expérience vécue par les jeunes exploitants qui ont réussi la percée avec le C.N.J.A. les a amenés à considérer avec une particulière lucidité la place de l'agriculture dans l'économie. Il ne fait plus de doute pour eux, et ils en administrent maintes preuves, que l'agriculture est un secteur dominé par l'industrie. Dès lors tous les rapports sont faussés dans la vie économique, qu'il s'agisse des prix, de la rémunération de l'heure de travail, de l'aide directe ou indirecte de l'Etat. Cette situation de domination, ils la subissent mais ils ne l'acceptent pas. Ils l'accepteront de moins en moins à l'avenir. Et ils sauront se battre pour forcer les pouvoirs publics à jouer leur rôle de remise en ordre.

Parallèlement, tout en ne cachant pas leur admiration pour les réalisations techniques de l'industrie, ces ruraux remettent en cause l'économie telle qu'elle est expliquée et vécue dans l'univers industriel. L'économie n'est pas la seule science des phénomènes matériels ; elle ne se limite pas à un ensemble de lois, d'impératifs (productivité, efficacité, rendement). L'économie est le lieu privilégié de l'intervention de l'homme. Les structures économiques ne sont que l'organisation choisie par une partie des hommes et subie par les autres. Cette découverte a de nombreux retentissements dans l'agriculture et hors de l'agriculture. Un nombre croissant d'agriculteurs n'accepte plus comme fatals ou naturels les modèles dominants de rapports dans la vie économique, imposés par la société industrielle. Ils prennent conscience que les hommes ont désormais les moyens de réaliser une économie humaine. N'ont-ils pas eux-mêmes modifié la propre situation économique du secteur agricole ? S'ils l'ont réussi c'est qu'ils avaient fait des choix. Choix différents de ceux d'une société industrielle de type capitaliste laquelle, malgré une réussite spectaculaire dans la production des biens, cache des vices fondamentaux en ce qui concerne les options philosophiques et politiques qui ont guidé l'organisation de l'économie. A ce niveau, la divergence est nette, et le monde agricole

ne sera plus comme par le passé un allié docile de l'industrie ou un élément sans poids dans les grands affrontements de la société moderne.

## Une nouvelle dynamique des rapports agriculture-Etat

Nous avons évoqué plus haut les deux grandes lois obtenues en 1960 et 1962 par les agriculteurs, la loi d'orientation agricole et la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole. Ces deux lois sont intéressantes non seulement par leur contenu mais aussi par le fait qu'elles sont le point d'aboutissement d'une évolution, on pourrait presque dire d'une révolution dans les rapports réciproques des agriculteurs et de l'Etat.

Traditionnellement les agriculteurs avaient cherché à éviter l'Etat. « Qu'il nous vienne en aide lorsqu'on est dans le besoin, sinon qu'il nous laisse en paix. » Telle était à peu de chose près, la théorie et la pratique des milieux agricoles vis-à-vis de l'Etat. Et l'appel à la Corporation paysanne vers 1935 n'était, entre autres, qu'un moyen nouveau de se passer de l'Etat en faisant octroyer à la Corporation des pouvoirs professionnels qui étaient précédemment du ressort des pouvoirs publics.

Depuis 1945, le vent a tourné, les agriculteurs ont été appelés comme les autres catégories professionnelles à dialoguer avec les représentants de l'administration, dans de nombreux cadres institutionnels. Ils ont mieux perçu le rôle de la puissance publique, l'interférence des problèmes, la marge de choix souvent restreint face à toute décision importante. Dans le même temps, la révolution que vivait le secteur agricole provoquait des déséquilibres, faisant apparaître les goulots d'étranglements, les rigidités. L'Etat et les agriculteurs qui n'avaient jamais ressenti fortement la nécessité de la définition d'une politique agricole cohérente se sont trouvés au pied du mur. Cette évolution de plus en plus perceptible sous la IV<sup>e</sup> République devait aboutir tôt ou tard à une grande confrontation entre l'Etat et la profession agricole. En quelques mois, sous la double poussée de la base et des organisations professionnelles, le gouvernement a été amené en 1960 à faire voter une série de lois fondamentales pour l'économie agricole. Deux ans plus tard, en 1962, le même scénario recommença, les pouvoirs publics durent faire voter un second train de mesures importantes. Aboutissement logique de quinze ans de confrontations entre la profession agricole et les pouvoirs publics sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> Républiques. Aboutissement qui a permis pour la première fois dans l'histoire politique de notre pays l'expression publique et la traduction législative de la majeure partie des problèmes de fond de l'agriculture française.

Le gouvernement a, en fait, réalisé le préalable indispensable à toute politique agricole cohérente. Nous n'entrerons pas dans le détail des réalisations de cette politique auxquelles un ministre, Edgard Pisani, a essayé d'imprimer sa marque, tantôt avec succès, parfois aussi sans grand résultat, suivant les secteurs. Ce qui nous paraît plus important à signaler, c'est la modification des rapports entre l'Etat et les agriculteurs.

L'événement le plus important est la nécessaire croissance des interventions de l'Etat dans une économie

## Questions d'aujourd'hui

agricole en cours de modernisation. Interventions multiples et diversifiées, dues à la complexité croissante de l'économie agricole, mais aussi à sa fragilité particulière, qu'il s'agisse des prix, des échanges, des structures. Un autre point non moins important est la nécessaire concomitance d'actions à court terme et à long terme. Tâche particulièrement ardue exigeant outre des moyens financiers considérables, une action persévérante et sans relâche et des pouvoirs publics et de la profession agricole. Mais, à l'expérience, il apparaît qu'une politique agricole cohérente n'est pas réalisable sans une redéfinition de l'économie, des rapports entre les groupes économiques, bref, sans une remise en cause plus ou moins nette du schéma sur lequel vivent les économies de l'Europe Occidentale. A ce point de la découverte, il n'est pas certain que les agriculteurs l'emportent, ni qu'ils trouvent suffisamment d'alliés, et du côté du pouvoir et du côté des autres groupes sociaux. Mais inévitablement, l'agriculture apparaît dans toutes les économies hautement développées comme irréductible aux schémas admis qui président aux rapports de l'Etat avec les divers agents économiques.

## La « révolution » du Marché Commun

Cette irréductibilité de l'agriculture aux schémas classiques est parfaitement illustrée par l'aventure du Marché Commun. Ce n'est pas un fait du hasard si le traité de Rome qui fourmille d'articles concernant l'industrie et le commerce était à peu près muet sur l'agriculture. Ce n'est pas un fait du hasard si la Commission et les six gouvernements consacrent à Bruxelles les trois quarts de leur temps et de leur énergie aux problèmes agricoles. Et cette tentative de politique agricole commune est peut-être de toutes celles que vit le monde agricole français la plus révolutionnaire de toutes. Non pas parce que le Marché Commun a retourné complètement les mentalités, les faisant passer du protectionnisme à la dimension internationale. Pas davantage parce que le Marché Commun offre de nouvelles possibilités à notre agriculture.

L'aspect révolutionnaire du Marché Commun agricole est double. D'une part, il est la première tentative d'harmonisation de politiques agricoles nationales profondément divergentes, harmonisation entre elles, mais aussi harmonisation avec un ensemble économique à dominante industrielle et commerciale. Qu'on le veuille ou non, se trouve en cours d'élaboration la première tentative d'organisation cohérente et globale des grands secteurs d'activité d'un ensemble de nations modernes. Non seulement le secteur agricole mais aussi l'ensemble de l'économie ont tout à gagner à cette nouvelle orientation. C'est le mérite des promoteurs du Marché Commun, de Robert Schuman aux auteurs du Traité de Rome, d'avoir osé engager l'Europe occidentale dans une voie qui passant outre aux égoïsmes nationaux a su créer une Communauté de six nations finalement plus libre et plus prospère.

L'autre aspect révolutionnaire du Marché Commun

## Évolution ou révolution agricole

est lié au précédent. En essayant de mettre de l'ordre dans les économies agricoles des Six, le Marché Commun oblige le reste du monde, notamment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à reconsidérer fondamentalement tous les rapports commerciaux entre nations. Le Kennedy Round en a été la première manifestation. Mais plus que cette tentative d'arrangement entre pays riches, ce sont les rapports entre pays pauvres et nations industrialisées, qui pourront se trouver modifiés à terme grâce à l'expérience et à la réussite du Marché Commun agricole.

Une des idées forces de la politique agricole commune est le principe de la solidarité entre les nations, principe récemment illustré par les accords du 11 mai dernier sur le financement de cette politique agricole commune. Aux principes traditionnels du commerce international, le Marché Commun agricole oppose les principes d'organisation et de solidarité qui ne doivent pas se limiter aux Six. Une des critiques les plus souvent formulées contre le Marché Commun agricole est le risque grave de perturbation des échanges agricoles mondiaux. Echanges qui, il faut le dire, sont dominés par les pays riches et qui sont basés sur des prix de « dumping » n'ayant rien à voir avec la réalité économique. Ces prix très bas pénalisent très fortement les pays en voie de développement et les producteurs agricoles des nations évoluées. Ils ne servent, comme on l'a dit, qu'à enrichir davantage les riches et apauvrir un peu plus les pauvres. Ce n'est pas par hasard que les propositions d'organisation mondiale des marchés agricoles faites par la Commission Economique européenne de Bruxelles et également par la France ont toujours été repoussées par les nations riches.

Certes les pays en voie de développement sont plus sensibles dans l'immédiat, au fait que leurs exportations agricoles vers le Marché Commun croissent moins rapidement depuis que fonctionnent les prélèvements à l'importation dans la C.E.E. Mais ces mêmes pays affirment qu'il est primordial pour eux que l'on réorganise complètement les marchés mondiaux. Seuls ils ne pourraient y arriver. Avec la force que représentent les Six, ils pourront compter sur l'appui non négligeable d'un groupe de pays riches, décidé lui aussi à faire avancer la réorganisation des marchés mondiaux.

### Les interférences de la situation politique

De tout cela il découle que les agriculteurs français ont vécu une aventure qui à travers la révolution technique et la remise en cause de l'ordre traditionnel, les a amenés à découvrir les problèmes économiques et, pourrait-on dire, la philosophie économique des nations modernes. Mal à l'aise dans cet univers pensé, formulé et organisé, avant eux et en dehors d'eux, ils en découvrent progressivement la source, c'est-à-dire les choix philosophiques et politiques qui sont à la base de toute économie.

Mais cette découverte interfère avec les traditions politiques de la famille, du village, de la région. Elle

interfère encore plus avec l'ambiance politique de l'époque. Or au moment même où la poussée du monde agricole arrivait à maturité la IV<sup>e</sup> République s'effondrait et cédaît place à la V<sup>e</sup>. Cet événement a provoqué immédiatement un mouvement de repli face à l'engagement politique auquel beaucoup d'hommes étaient prêts. Devant le blocage de la vie politique, beaucoup d'hommes ont préféré, en attendant, se centrer sur le secteur professionnel, afin de faire avancer la révolution économique en cours. Mais cette action même au fur et à mesure qu'elle se développe fait réapparaître l'importance des choix philosophiques et politiques. Or que propose-t-on ? D'un côté un néolibéralisme, plus ou moins ambigu et fade, de l'autre, de vieux symboles d'idéologies hérités du XIX<sup>e</sup> siècle. Au terme de leur périple, ces agriculteurs qui ont émergé d'un monde rural bloqué dans son évolution, découvrent dans l'ordre de la politique générale, le même état de choses qui était autrefois le leur dans le monde paysan : une situation confuse, une société politique désorientée. Certains s'en affligent. D'autres se référant à leur propre aventure, croient que le temps est proche d'une nouvelle progression de la conscience politique selon des voies qui ne seront pas forcément celles que les experts se plaisent à imaginer.

### Les dirigeants ruraux, hommes de synthèse

Tant de mutations en un laps de temps si court ne pouvaient pas ne pas marquer profondément les hommes. Il leur a fallu s'adapter sur les plans technique, social, humain. Le monde paysan y a gagné une extraordinaire mobilité qui tranche avec le caractère statique du paysan d'autrefois. Mais tous ne peuvent suivre le rythme devenu très rapide. Il en serait de même chez tout autre groupe social. Et ce n'est pas un des drames les moins importants de l'époque récente.

Parallèlement la tâche des responsables est devenue écrasante. Or ces hommes, ces agriculteurs, sont pour la plupart des autodidactes disposant tout juste du certificat d'études. Il leur faut aujourd'hui faire face à des responsabilités qui, dans l'ordre technique ou économique, tiennent du responsable syndical ouvrier et du chef d'entreprise industriel, sans compter la marche de leur propre exploitation. C'est là à n'en pas douter un des points faibles et inquiétants de l'heure présente.

Les tâches de prévision, d'orientation et de synthèse doivent à un certain niveau de responsabilités devenir prédominantes, si le monde paysan veut continuer la progression qu'il a si bien amorcée. Mais beaucoup de dirigeants s'y refusent préférant se cantonner dans l'action, l'animation ou la négociation avec les pouvoirs publics. Ce refus cache en réalité une impuissance, ou plus exactement, une absence de moyens chez les dirigeants de haut niveau pour accomplir ces tâches primordiales d'orientation et de synthèse.

A trop reculer devant cette mission, les dirigeants agricoles risquent de se voir imposer des choix au nom de la technique, de l'économie ou du politique alors qu'ils sont les seuls de par leur situation à pouvoir faire les synthèses indispensables qui devraient influencer d'une façon positive sur les choix économiques et politiques. Sauront-ils s'atteler à temps à cette tâche essentielle et passionnante ?

# LA FAIM: PROBLÈME POLITIQUE ?

PAR **P. FARINE**

*Au lendemain du Congrès mondial de l'alimentation, tenu à Washington en 1963, Gabriel Ardant, tirant la conclusion des travaux, pouvait affirmer avec toute son autorité : « Nous disposons aujourd'hui des moyens techniques de vaincre la faim ». Il confirmait ainsi l'opinion de Robert Oppenheimer qui, dès 1950, déclarait : « Pour la première fois, la science peut nous fournir les moyens de supprimer la faim sur la terre », et celle de Colin Clark : « Nous pouvons*

*affirmer sans réserve que les ressources matérielles du globe sont, en soi, suffisantes pour atteindre un tel objectif (la nourriture convenable des hommes), non seulement eu égard au niveau actuel de la population mondiale, mais même par rapport à toute expansion concevable du nombre de nos semblables pour une très longue période à venir » (1).*

(1) Colin Clark : « La terre peut nourrir ses habitants », 1959.

## LES RAISONS D'UNE CONTRADICTION SCANDALEUSE

En face de ces déclarations convergentes, voici les faits. Non seulement cent quinze millions d'Indiens sont actuellement en proie à une terrible disette, consécutive à une année de sécheresse, mais, au lieu de diminuer, le décalage s'accroît entre l'augmentation de la production alimentaire par habitant et la courbe de la progression démographique. Il y a plus d'un an, le 24 mars 1965, M. B.R. Sen, directeur général de la F.A.O. lançait un cri d'alarme... qui ne paraît guère avoir été entendu. « En Extrême-Orient, déclarait-il, la population a augmenté pendant les cinq dernières années de 10 % et la production alimentaire de 8 %. Si l'on tient compte de l'état actuel de sous-alimentation dans cette région du globe, on peut dire qu'au rythme actuel des choses, l'équilibre précaire existant fera place à la famine vers 1980 ». Quant au professeur René Dumont, il multiplie les mises en garde : « J'annonce aujourd'hui la famine pour l'ensemble du Tiers-Monde vers 1980. » (2).

D'un côté le jugement des économistes, des agronomes, des spécialistes de la nutrition : la faim peut être vaincue... et de l'autre cette sinistre réalité qui devrait crever les yeux de tous ceux qui détiennent une parcelle quelconque de responsabilité dans la conduite des affaires du monde ou qui aspirent à les détenir : non seulement la faim continue à torturer des peuples entiers, mais, si rien ne change, c'est une famine aux dimensions de la planète qui menace l'humanité d'ici une quinzaine d'années. Comment concilier ces deux constatations : la possibilité de vaincre la faim et l'impossibilité jusqu'ici de remporter la victoire ?

Comment faire sauter cette contradiction proprement « scandaleuse » ? Une étude de la F.A.O. apporte des éléments de réponse : « Théoriquement, concluent les experts de l'organisation internationale, les agriculteurs du monde seraient en mesure de produire assez de denrées alimentaires si les méthodes et l'équipement agricole qu'ils emploient étaient modernisés, particulièrement dans les régions où les pays les moins développés. En d'autres termes, si la science moderne était mise au service de tous les peuples du monde et non pas seulement comm. aujourd'hui au service des plus prospères. » (3).

Ainsi donc il est techniquement certain que la faim peut être vaincue. Les moyens existent : les experts les plus qualifiés sont tous d'accord là-dessus et le succès d'un certain nombre d'expériences isolées confirme leur jugement. Mais ces moyens ne sont pas correctement mis en œuvre. Il y a inadéquation entre la dimension du problème à régler et les efforts entrepris. A la capacité technique ne correspond pas la vision politique qui seule permettrait d'en user avec efficacité.

## DEUX MONDES SUR UNE PLANÈTE

La science moderne n'est pas mise au service de tous les peuples du monde, ainsi que le requièrent les experts de la F.A.O. C'est le contraire qui est vrai. Le bénéfice de l'extraordinaire « bond en avant » qu'effectue l'humanité dans tous les domaines de la connaissance, est réservé à une minorité et l'immense masse des populations sous-alimentées

et sous-développées n'en recueille que les miettes. Tant que subsistera cette situation, non seulement il est clair que la faim ne sera pas vaincue, mais encore s'accroîtra l'écart existant entre les peuples riches et les peuples pauvres. Pour les premiers, ce que déjà l'on appelle la société de l'abondance, pour les autres...

Surabondance ici... famine là. D'un côté des pays qui craignent la surproduction et de l'autre des peuples qui souffrent de la sous-consommation. Ici le superflu et là pas même le nécessaire. Ce n'est pas de la littérature, c'est un fait, probablement le plus important de notre temps.

Deux mondes sur notre planète... et entre eux le fossé qui s'élargit. « 85 % des produits mondiaux sont détenus par 15 % seulement de la population du globe, déclarait en juillet 1961 M. Lemaigen, alors membre de l'Exécutif du Marché Commun. Dans une vingtaine d'années, poursuivait-il, au rythme actuel, 90 % des produits seront entre les mains de 10 % de la population. »

On comprend, qu'ayant porté ce diagnostic, il ait ajouté : « cette situation ne peut durer et doit être rectifiée au cours des prochaines années. » C'était en 1961 : cinq ans ont passé. Beaucoup de discours ont été prononcés et il y eut de nombreuses déclarations plus solennelles les unes que les autres... mais rien de décisif n'a encore été concrètement entrepris pour modifier ce mouvement. Bien au contraire, se poursuit l'accaparement des richesses et c'est à propos d'une échéance que l'on peut en mesurer la conséquence : c'est vers 1980 qu'au rythme actuel « le dixième de l'humanité possèdera les 9/10 des produits mondiaux et des moyens matériels que le progrès technique met à la disposition des hommes... et c'est aussi vers 1980 qu'au rythme actuel », la famine généralisée menacera le reste de la planète.

## UNE SITUATION « EXPLOSIVE »

Casser ce rythme et renverser la tendance : tel est l'impératif premier si l'on veut vraiment en mettant le progrès au service de tous les peuples et non point seulement d'une minorité privilégiée (dont nous sommes), créer les conditions d'une victoire décisive sur la faim. Ceci implique une volonté politique : les bons sentiments ne suffisent pas.

Aussi bien maintenir une telle situation d'inégalité contredit tout à la fois ce droit élémentaire qu'est pour chaque homme et pour chaque peuple le droit à la vie, et ce principe fondamental qu'est la nécessité d'une participation de tous aux biens de la terre. Ce faisant, elle bloque tous les efforts vers la construction d'une société internationale qui soit autre chose qu'une jungle. Prétendre poursuivre une politique de paix et s'accommoder d'un tel état de choses serait à la fois contradictoire et absurde. « La véritable coupure ne passe pas entre l'Est et l'Ouest, disait Nehru, mais entre nations industrialisées et peuples pauvres. » Comblant la coupure au lieu de la laisser s'approfondir... il n'est pas de tâche plus urgente en matière internationale. On peut dire qu'elle prime toutes les autres, ou plus exactement qu'aucune des autres ne pourra être menée à bien si celle-ci n'est pas accomplie, ou encore que tous les autres problèmes de la vie internationale pourront être abordés dans un contexte différent, si la pression de la nécessité imposait enfin un accord pour mener la lutte contre la faim à bien et à terme.

Dès 1962, M. Thant, Secrétaire général des Nations Unies, le constatait, lorsqu'il soulignait dans son rapport annuel :

(2) « La Croix » (6-7 mars 1965), cf. également interview donnée à « Jeune Afrique » (janvier 1966).

(3) F.A.O. « L'homme et la faim », 1960.

# La faim : problème politique

« La division actuelle du monde entre pays riches et pays pauvres est plus grave et, en définitive, plus explosive que la division du monde selon les idéologies... La pauvreté, les épidémies, la famine et l'analphabétisme non seulement insultent

## LA FAIM, C'EST PLUS QUE LA FAIM

la dignité humaine, mais menacent la stabilité des gouvernements, exacerbent les tensions et compromettent la paix internationale. » Livrer bataille contre la faim, c'est livrer bataille pour la paix.

Du coup, la lutte contre la faim prend son véritable visage et acquiert sa véritable dimension. Elle ne saurait se confondre avec une quelconque « soupe populaire » à l'échelle internationale, et non plus avec une œuvre d'« assistance », qui se contenterait de pallier les effets de la faim au lieu de s'efforcer d'en déraciner les causes.

La faim, certes, c'est d'abord une question de calories et de protéines, de quantité et de qualité de nourriture disponible. Mais ce n'est pas que cela, c'est plus que cela. La Faim, c'est plus que la faim. Elle est à la fois cause et conséquence d'un insuffisant développement. Elle est au cœur d'un cercle vicieux de la misère et de la sous-production, cycle infernal de la ration alimentaire insuffisante entraînant une insuffisante production qui augmente encore l'insuffisance des ressources. La faim, c'est l'envers du sous-développement. D'où les liens existant entre faim et analphabétisme, faim et sous-équipement, faim et sous-emploi, faim et accroissement démographique, faim et structures agraires, faim et organisation du commerce mondial. Vaincre la faim suppose un ensemble d'efforts convergents et complémentaires s'attaquant à chacun de ces aspects du sous-développement : la victoire sur la faim passe donc par la mise en œuvre concertée et cohérente d'une politique mondiale de développement. Faute de quoi « à force d'envoyer des camions de riz, au hasard des famines, à des peuples dont on ne rectifie pas plus l'économie qu'on ne rectifie l'économie mondiale dont ils dépendent, on dégoûtera les esprits un peu exigeants de prendre la faim au sérieux » (4). Pire encore : la défaite sera assurée.

Il n'y a donc qu'une seule manière de conduire la lutte contre la faim, c'est de livrer la bataille du développement et de donner aux diverses formes d'aide (bilatérale, régionale, multilatérale, mondiale), leur maximum d'efficacité. Cette bataille se livre à tous les niveaux... aussi bien à celui du village, dans d'humbles et indispensables « opérations au ras du sol » que dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux et pluri-nationaux. Elle exige la mobilisation de l'opinion et l'engagement des gouvernements. Les choix qu'elle implique ne sont pas simplement techniques, mais, au plus haut sens du mot, politiques puisqu'ils traduisent la conception même que l'on peut avoir de l'homme et de la société, la finalité que l'on assigne au progrès, la forme que l'on veut imprimer aux rapports internationaux, et que c'est sur ces choix que peut se jouer dans les quinze années à venir le sort de la planète. C'est à travers cette bataille qu'il faut livrer — et gagner — avant l'échéance de 1980, que passent les chances de cette civilisation solidaire qui fera de notre terre déchirée — qui à travers même son déchirement prend peu à peu conscience de son unité — une terre pour les hommes. Sinon, le pire devient probable. « Un monde uni ou le néant », disait Einstein. Nous voici devant l'échéance : 1980.

(4) Robert de Montvalon, « Terre Entière », n° 16, avril 1966.

### L'EXCEPTIONNEL ET L'ORDINAIRE

« Dès qu'on se met à parcourir le globe avec quelque continuité, les faits essentiels apparaissent dans toute leur acuité. On commence à comprendre que les sports qui réclament l'absorption de 3.500 calories par jour, les grattage-ciel, l'appareil à air conditionné et la voiture familiale sont quelque chose d'exceptionnel. Ce qui est ordinaire, ce qui fait partie de la moyenne, ce sont plutôt les hommes à demi-nus, plongés jusqu'aux genoux dans la boue pour planter le riz, les pêcheurs efflanqués qui, le matin dès l'aube, jettent à l'eau les pesants filets entassés dans leur barque soumise au gré des vents, les femmes qui peinent sous le ciel torride, se hâtant de rentrer la récolte avant la pluie. Or, à eux tous, ils représentent 6 ou 7 sur 10 des habitants du monde. En cette seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ils constituent le facteur de base, celui qui conditionne l'existence de l'humanité. »

Tibor MENDE.

Dans cette lutte totale — qui met en question tant les conditions de travail et de vie des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que les priorités affectées à l'emploi de leurs ressources par les gouvernements des nations industrialisées et que les structures des échanges mondiaux — il n'existe pas d'arme absolue, mais une panoplie de moyens divers et complémentaires qu'il convient de déployer sur plusieurs fronts d'attaque, dans le cadre d'une stratégie globale.

Or à ce jour cette stratégie globale, condition de la victoire, n'existe pas. Certes de plus en plus nombreuses sont les voix qui la réclament, aussi bien parmi les meilleurs experts que chez les responsables des organisations internationales. René Dumont propose la création d'une organisation mondiale ayant pouvoir de diriger la lutte contre la faim. Robert Buron constatant l'échec de l'aide, appelle la

## UNE LUTTE TOTALE QUI APPELLE UNE STRATÉGIE GLOBALE

constitution d'une autorité ayant compétence pour coordonner celle-ci. L lançant un plan mondial de développement agricole, la F.A.O. constate : « Comme le monde d'aujourd'hui constitue en fait un seul et unique marché, la consultation et les efforts de coordination devront finalement être organisés sur une base globale. » Mais en attendant (en attendant quoi ?... la famine de 1980 ?), la dispersion de l'aide est de règle et trop souvent son caractère concurrentiel. Du coup celle-ci, déjà ridiculement insuffisante face aux besoins, est mal utilisée et employée dans des conditions qui trop souvent la stérilisent, ou pire encore contribuent à maintenir des situations qui secrètent le sous-développement au lieu de le combattre.

Répugnant à se plier à un plan d'ensemble, et plus encore à toute intégration de leurs « efforts » au sein d'organismes supra-nationaux, les pays riches songent davantage à se servir des pauvres pour asseoir leur propre puissance et leur propre prestige et soutenir ainsi, directement ou indirectement, leurs querelles de seigneurs. Les pays aidés sont ainsi transformés en « clients » que l'on se dispute cependant « qu'à l'Est comme à l'Ouest, on fait de plus en plus clairement savoir qu'une partie importante du prêt ou du don, c'est-à-dire de l'aide, doit être consacrée à acheter des produits et des équipements chez le « généreux donateur » ou à payer les salaires des « éminents » experts dudit pays » (5). Bien entendu, dans un tel contexte les pays pauvres se comportent trop souvent en rivaux, s'efforçant

# La faim : problème politique

d'obtenir auprès des puissants, le meilleur soutien possible. Nous sommes loin de la réalisation du souhait qu'exprimait Robert Buron et qui cependant ne fait que traduire ce qui devrait être une évidence élémentaire : « Au plan international, la solidarité doit jouer d'une façon désintéressée, excluant les concurrences et les résurgences des principes colonialistes et parvenant, pour être efficace, à une coordination des politiques des pays industrialisés d'une part, de celle des pays « sous-développés » d'autre part, et grâce au dialogue nécessaire entre les unes et les autres. » (6)

Certes, il faut saluer les premiers pas faits dans ce sens par la Conférence mondiale du Commerce et du Développement, réunie à Genève du 23 mars au 16 juin 1964, à l'initiative des Nations Unies : pour la première fois, les pays pauvres ont discuté des conditions des échanges commerciaux sur un pied d'égalité politique avec les pays riches. On n'a pu y voir « le début d'une négociation permanente entre les deux parties, analogue à la discussion des conventions collectives entre patronat et salariés dans le monde industriel » (7). Mais le mouvement ainsi amorcé est encore bien timide... et le temps presse !

## L'OBSTACLE MAJEUR QU'IL FAUT BRISER

À dire vrai, tous les efforts dans ce sens se heurtent toujours au même obstacle, celui que dénonçait avec vigueur M. Sen, directeur général de la F.A.O., lorsqu'il déclarait à Bombay (8) : « Le concept de l'Etat souverain est sacré, alors que celui de la collectivité mondiale reste une notion abstraite... Sous le nom de nationalisme, c'est l'esprit de tribu qui continue à obscurcir notre vision de la fraternité humaine... La triste vérité est qu'il n'existe pas encore de sens réel de la communauté mondiale parmi les gouvernements. En fait les autorités semblent à cet égard très en retard sur l'opinion mondiale qui s'affirme dans maints pays. »

Cette opinion publique saura-t-elle accentuer sa prise de conscience ? Sera-t-elle en mesure de pousser en avant ceux qui détiennent le pouvoir ? Sera-t-elle suffisamment vigoureuse pour dépasser cet « esprit de tribu » et briser cette ligne de résistance qui constitue l'obstacle préalable à tout effort d'élaboration d'une stratégie globale du développement ? Ce n'est pas un paradoxe que de dire qu'il s'agit là d'une action essentielle pour créer des conditions d'une victoire sur la faim.

Aujourd'hui, en effet, chacun s'accorde à dire que la dispersion de l'aide, sa mise aux enchères, sa politisation, au pire sens du terme, conduit à son inefficacité. Or « le seul remède à la politisation de l'aide, souligne François Perroux, n'est autre chose qu'une politique cohérente de coopération ».

On le sait aujourd'hui... mais il ne suffit pas de le savoir, il faut le vouloir et prendre les moyens pour y parvenir.

Cela suppose un changement de perspective : non pas nous, les peuples riches, venant « secourir » les peuples pauvres, mais eux et nous, coopérant, c'est-à-dire travaillant ensemble, dans une entreprise commune de restructuration du monde. Et cela appelle l'invention des instruments politiques nécessaires pour conduire une telle action aux dimensions de la planète. D'où la nécessité de rechercher les voies conduisant à la mise en œuvre d'une autorité publique internationale ayant compétence pour assumer la responsabilité de cette action commune.

Utopie, diront les réalistes. Laissons dire. Il suffit de constater les résultats de leur réalisme pour avoir le goût et la volonté de chercher d'autres méthodes et d'autres politiques.

### QUELQUES CHIFFRES

— 60 % des habitants du globe reçoivent moins de 2.200 calories par jour et il faut 3.000 calories pour une activité normale.

— 60 % de la population mondiale se partagent 10 % du revenu mondial.

— Il a fallu 200.000 ans pour amener 3,5 milliards d'homme sur la Terre, et il suffira de 35 ans pour que ce chiffre soit doublé.

— Dépenses consacrées à l'assistance : 14 milliards de dollars ; dépenses consacrées à l'armement : 140 milliards de dollars.

— L'écart approximatif du produit national brut par habitant était autrefois de 1 à 8 entre l'Angleterre industrielle et l'Afrique Centrale, il est aujourd'hui de 1 à 60 entre les U.S.A. et l'Afrique Centrale.

La victoire sur la faim correspond à une exigence vitale pour l'avenir de la société internationale. Celle-ci saura-t-elle se doter des moyens nécessaires pour satisfaire cette exigence ? Une fois que l'on a mis cette question au cœur de la vie internationale — et en existe-t-il une qui soit plus importante ? — c'est l'ensemble des questions mondiales, y compris celle du désarmement, qui se trouve placée dans une problématique entièrement neuve. Une fois de plus, une fois encore le développement apparaît comme condition et moyen d'une paix authentique.

« La faim a été la grande découverte du milieu du XX<sup>e</sup> siècle », a pu écrire Josué de Castro. Ce jugement se vérifie chaque jour. Hier la voix de quelques prophètes, les travaux de quelques pionniers : autour d'eux pendant longtemps, le silence ou l'incompréhension. Aujourd'hui l'éveil d'une opinion : le mur de l'indifférence a été brisé. Désormais, il faut franchir une nouvelle étape et aller jusqu'au bout des conséquences économiques, sociales, politiques de cette grande découverte, en acceptant toutes les remises en cause et en provoquant toutes les transformations structurelles qu'elle appelle.

Le professeur Raul Prébisch, secrétaire général de la conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, y insiste vigoureusement (9) : « Il importe de souligner que sans des transformations de structure, sans une volonté politique bien arrêtée d'encourager le développement en éliminant les obstacles internes qui l'entravent, les mesures de coopération internationale, si judicieuses soient-elles, n'auraient qu'une portée très limitée » et, attirant avec force l'attention des pays riches sur les obstacles que leurs propres structures économiques et sociales opposent à la politique du développement des pays pauvres, il ajoute : « Nul ne peut mettre en doute que des décisions radicales soient nécessaires pour transformer ces structures. »

Ce sont ces décisions-là qu'il faut imposer si l'on veut remporter cette victoire techniquement possible et vitalement nécessaire. Et cela, c'est aussi une tâche politique. Ne pas l'assumer, c'est choisir de perdre cette bataille contre la faim qui est aussi la bataille pour une terre de justice et de paix, pour une terre nourricière qui soit aussi une terre humaine !..

Philippe FARINE.

(5) Gilbert Blandonne, « Croissance des Jeunes Nations », n° 52, janvier 1966.

(6) Robert Buron, « Développement et civilisation », n° 17, mars 1964.

(7) J.-Y. Calvez, « Revue de l'Action Populaire ».

(8) Déclaration faite devant les participants au séminaire international de la lutte contre la faim, réuni à l'occasion du Congrès Eucharistique International.

(9) Raul Prébisch, « Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique », éditions Dunod.



# Jean Lecanuet à France-Forum

Cher Etienne Borne,

Cher Henri Bourbon,

**L**E président du Centre démocrate ne peut qu'être assez directement concerné par les réflexions qu'en tête du dernier France-Forum vous consacrez à une interrogation sur l'avenir du Mouvement démocrate.

L'homme dont un ensemble de circonstances et de sollicitations convergentes ont fait, au départ et pour un temps, l'animateur principal et le premier responsable d'une vaste entreprise politique, évidemment ambitieuse puisqu'elle est politique, ne poursuit son action qu'en vertu d'une foi ou d'une conviction, qui reste souvent anxieuse, mais qui se situe par elle-même au-delà du partage à chaque instant possible entre l'optimisme et le pessimisme. Il est trop facile lorsque s'ébrante une action de découvrir en elle des antinomies qui la condamnent d'avance à l'échec, et je suis décidé à ne pas me laisser décourager par cette sorte de rhétorique brillante, abusive. Mais comment ne pas demeurer attentif à des exigences et à des inquiétudes, comme celles qu'il m'arrive de trouver dans France-Forum, dès lors qu'elles sont inspirées par un souci des valeurs qui, par-delà les nuances légitimes et la discussion sur les tactiques, nous sont fondamentalement communes ? Je crois être assez défiant du culte de la personnalité et des adhésions inconditionnelles pour faire du dialogue avec tous mes amis proches ou lointains, anciens ou nouveaux, acquis ou possibles, le plus efficace moyen de nous maintenir ensemble dans l'axe d'une vérité démocratique dont nous avons en commun la charge.

Je connais France-Forum du dedans, puisque j'ai été pendant quelques années, de 1957 à 1962, membre de son comité de direction, et dès ce moment, avant la prolifération des clubs et tous les essais de regroupement qui sont venus ensuite, nous parlions de frontières artificielles, d'antithèses usées ou passionnelles, d'ouverture ou de renouvellement. Lorsque j'ai fondé le Centre démocrate, avec la perspective qu'il devienne un pôle d'attraction pour tous les démocrates de progrès, j'ai eu le sentiment de me souvenir d'une espérance qui était alors l'une des raisons de notre labeur.

La manière dont l'idée est réalisée, ou plutôt en train de se réaliser, car le Centre démocrate a besoin d'avancer et de conquérir de nouvelles adhésions pour prendre figure définitive, relève bien entendu de la critique, et, comme par le passé, vous êtes une revue de libre réflexion, de pensée, et cette pensée se dégraderait si elle devait fournir automatiquement des justifications à une action menée selon ses propres critères de prestige, de puissance ou d'opportunité. Le Centre démocrate, parce qu'il refuse par nature les extrémités de la passion politique, doit en revanche se garder des confort des compromis et des molleses de l'attente. Il doit être mouvement, recherche et dépassement. C'est dire que son action doit se mettre toujours en question. Je souhaite que France-Forum soit une permanente incitation à cette interrogation sur nous-mêmes.

Le problème des rapports entre les intellectuels et la politique n'a jamais été pleinement résolu, et peut-être

pouvez-vous lui donner une esquisse de solution assez originale que, si je ne craignais de vous compromettre, j'oserais dire, « centriste », puisqu'elle ne serait ni de contestation systématique ni d'apologie sollicitée. Vous avez besoin des expériences que nous tentons, nous hommes politiques, des paris que nous nous efforçons de tenir en assumant des risques ; mais nous avons besoin de votre intransigeante fidélité au pluralisme démocratique, nous avons besoin de votre liberté de jugement, de l'exercice continué de votre esprit critique et de tout ce qu'implique de recherche le progrès de la pensée politique. Progrès qui requiert contacts et échanges avec des esprits qui nous refusent leur collaboration proprement politique, voire qui contestent les orientations, la stratégie et quelques-unes des finalités de nos engagements.

De ce point de vue, il n'est pas inutile d'observer que, si les nécessités d'une démocratie moderne imposent des regroupements au plan de l'action, il est souhaitable que la variété des tendances et la pluralité des courants d'idées qui font l'originalité et la richesse du débat politique français soient maintenues. Une des tâches d'une revue comme la vôtre doit être précisément de sauvegarder la libre expression des diversités authentiques et de permettre confrontations loyales, affrontements sans sectarisme. Je crois trop à la fécondité du dialogue qui aide à déceler les possibilités de convergences — et leurs limites — pour ne pas me féliciter que France-Forum soit, à partir d'une sorte de tension acceptée, animée, chaleureuse, le lieu d'un dialogue toujours recommencé.

L'homme politique est enclin à un pragmatisme dont il ne sait s'il est tentation ou vertu, et il faut que d'autres moins engagés dans l'immédiat lui en fassent reproche ou mieux problème. L'homme politique n'a pas à s'excuser d'être aux prises avec les réalités qui ne sont pas toutes exaltantes, il peut être irrité de certaines rigueurs et exigences comme celles dont il est bien évident que France-Forum ne perdra pas l'habitude, et il faut donc lui accorder le droit d'en prendre de l'humeur, l'humeur qui pourrait n'être pas sans philosophie. Car l'homme politique aussi est un être libre, et on n'est libre d'une liberté réelle qu'au dedans de sa propre vérité.

Au demeurant, l'homme politique doit échapper aux limitations de son engagement. Le combat devant l'opinion est à la fois un surgissement et un environnement, un élan et une limitation. Il n'échappe à cette contradiction qu'en faisant appel à ce qui fonde et à ce qui dépasse son objectif, à l'en-deçà et à l'au-delà de ses frontières. La politique, en définitive, se projette à partir d'une idée de l'homme qui l'enveloppe, l'enrichit, la nourrit sans jamais pouvoir la réaliser dans sa totalité. Devant l'humanisme, la politique, telle que je la conçois, se doit d'être humble. Elle est une recherche sans fin.

Je vous prie de croire, cher Etienne Borne, cher Henri Bourbon, en mes sentiments d'amitié.

Jean LECANUET.

Pendant plusieurs semaines, une salle comble à l'Olympia. Le 22 avril, un triomphe à Broadway (le récital est retransmis à Europe N° 1, c'est la première fois depuis le passage d'Edith Piaf au Carnegie Hall en 1957), José Luis de Villalonga prépare pour « Seghers » un recueil de ses chansons ; enfin, un étudiant belge lui consacre sa thèse de doctorat.

Et pourtant, au départ, Gilbert Bécaud ne se destinait pas à la chanson. C'était un classique venu à la composition de musique de films et à l'accompagnement de chanteurs. Il passa plusieurs années au Conservatoire de Nice, puis à Paris il fut l'élève de Marguerite Monod. Pour vivre, il devint l'accompagnateur de Marie Bizet. Il composa la musique de plusieurs chansons, les présenta à des éditeurs qui ne remarquèrent pas sa voix. Et cela aurait peut-être duré longtemps s'il n'avait rencontré Louis Amade, en quête depuis longtemps d'un nouveau Trenet.

C'est le poète, en effet, qui « découvrit » Gilbert Bécaud chanteur, et lui conseilla d'abandonner l'accompagnement pour l'interprétation. La rencontre remonte à 1952.

En 1954, Gilbert Bécaud passe en vedette anglaise à l'Olympia, avant le tour de chant de Lucienne Delylle. En 1955, il est vedette américaine, toujours à l'Olympia. Pour la première fois des Fans vont casser des fauteuils, tellement leur enthousiasme est grand.

Dès lors va naître une légende : celle du chanteur hystérique qui brise ses pianos et déchaîne des fanatismes outranciers. Boris Vian écrit dans *En avant la zizique* : « Quand l'accompagnateur

en a assez de voir la vedette ramasser tous les applaudissements en chantant faux, il se venge, saute sur la scène, casse quelques pianos et devient Gilbert Bécaud ». Le raccourci est brillant, mais le chanteur a tout au plus cassé un support de partition et une ou deux cordes de son piano. Quant à l'hystérie et à l'enthousiasme des fans, ils s'expliquent si l'on se rappelle le style de chanson et les chansons en vogue dans les années 50. On peut distinguer — très sommairement, et Piaf exceptée — deux tendances : d'une part, les « voix », celles de Tino Rossi, Luis Mariano, André Dassary, Georges Guétary, qui chantaient des mélodies souvent sirupeuses racontant des amours malheureuses, des aventures exotiques ou des idylles champêtres ; d'autre part, les « poètes chantants » tels Yves Montand, Charles Trenet et un peu plus tard Georges Brassens.

Or, Gilbert Bécaud alliait à une voix bien timbrée des chansons pleines de poésie et un rythme de jazz — pour certaines de ses chansons du moins. Son jeu d'acteur, son tempo rapide et son dynamisme séduisirent très vite des jeunes qui n'avaient pas trouvé de porte-parole. D'autre part, son répertoire ne comprenait pas seulement des morceaux survoltés comme *Quant tu danses* et *Mon cœur éclate*, mais des chansons plus douces (quoique non dénuées de vigueur) comme *C'était mon copain* et *Les Croix*. Le contraste n'existait pas seulement entre Gilbert Bécaud et les autres chanteurs, mais dans le répertoire même de l'artiste. D'ailleurs, « Monsieur 100.000 volts » ne scandalisa plus lorsque vinrent sur les scènes parisien-

nes Johnny Hallyday, Vince Taylor, Little Richard et plus récemment Les Rolling Stones. La surprise, le manque d'habitude faisaient appeler hystérie, ce qui était vigueur, dynamisme et enthousiasme. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que Gilbert Bécaud est d'origine méridionale.

Gilbert Bécaud est maintenant l'un des « Grands », une vedette nationale et internationale (il va retourner cette année pour la deuxième fois au Japon, pour la septième fois au Canada), l'une de ces valeurs sûres qui ont pour noms Aznavour, Brel, et Brassens. Chacun s'est affirmé différemment, Brassens en « mauvais garçon », Brel en railleur des bourgeois et des mœurs belges, Aznavour en homme malmené par la vie, malheureux en amour, du moins à leurs débuts. Gilbert Bécaud a, dès le départ, chanté l'amitié, la passion de la vie, parfois l'amour. Il est difficile de classer ses chansons qui sont très variées mais on peut dégager quelques thèmes et une attitude :

— L'amitié : elle est chantée pour un copain (*C'était mon copain*), pour un enfant (*Le petit prince est revenu*), pour un vieil homme (*Les tantes Jeanne*), pour un petit oiseau (*Le petit oiseau de toutes les couleurs*). Elle peut être complicité, tendresse (*Mon père*, une très belle chanson que Gilbert Bécaud n'a jamais chantée sur scène), charité (*Quand tu reviendras*). Elle est toujours sympathie chaleureuse.

— La nostalgie d'un « ailleurs ». Ce peut être un « hier » (*Le pays d'où je viens, Galilée, Quand Jules est au violon, Marianne de ma jeunesse*), la nostalgie d'une jeunesse, de quelque chose

# un petit oiseau de toutes les couleurs...

## gilbert bécaud

PAR JANINE MOSSUZ

que l'on a quitté mais que l'on espère toujours retrouver. Ce peut être aussi un « demain » (*Les jours meilleurs, Le jour où la pluie viendra*). L'humour et la tendresse font que les regrets sont dénués de toute amertume.

— L'amour. Gilbert Bécaud ne chante pas de chanson d'amour au sens où Aznavour en chante. Quand on lui pose la question il répond qu'il lui est difficile de le faire, qu'il ne peut être aussi sincère en chantant l'amour qu'il l'est en chantant l'amitié. Il évoque l'amour sans se livrer à des confidences sentimentales. Le chanteur n'est pas l'acteur de l'histoire qu'il raconte (*Rosy and John, Don Juan*), ou alors il la situe dans un futur assez vague (*Alors, raconte, Je t'attends, Viens dans la lumière*). Il chante ses espoirs plus que ses échecs, l'avenir plus que le passé. Et quand il dit « Je t'aime », c'est à un fauteuil, en rêvant que la femme aimée, espérée, est devant lui, (... « je t'aime ! Quand on dit ça à un fauteuil, c'est effrayant comme on est seul ! »).

L'attitude adoptée par Bécaud est généralement celle du témoin. Comme il y a un Salon des peintres témoins de leur temps, un chanteur peut être témoin de son temps. C'est dans cet esprit et sous cet éclairage qu'ont été créées des chansons telles que « *Quand il est mort le poète* » (inspiré par Cocteau), « *Tu le regretteras* » (inspiré par le général de Gaulle), « *Le petit prince est revenu* » (inspiré par Saint-Exupéry). En projet une chanson sur Gérard Philipe. Témoignage sur des indi-

vidus ayant marqué leur temps, mais aussi témoignage sur des problèmes sociaux et humains d'une époque : « *Le dimanche à Orly* » (la vie dans les grands ensembles), « *Age tendre et tête de bois* » (les blousons noirs), « *L'Orange* » (le problème noir).

Lucien Rioux observe dans la revue « *Communications* », qu'en général la chanson d'aujourd'hui baigne dans l'abstrait, qu'on y rencontre des personnages ultratypés plutôt que des personnages de la vie quotidienne. Aussi quelques chansons, comme « *Dimanche à Orly* », qui essaient de décrire des petites vies, prennent-elles un intérêt particulier, on a même pu parler à leur propos de « *sociologie chantée* » :

« *A l'escalier C, bloc 21, j'habite un très chouette appartement que mon père, si tout marche bien, aura payé dans moins de vingt ans. On a le confort au maximum, un ascenseur et une salle de bains, on a la télé, le téléphone, et la vue sur Paris au lointain. Le dimanche, ma mère fait du rangement, tandis que mon père, à la télé, regarde les sports religieusement...* »

L'impression ressentie est celle d'une générosité chaleureuse et nuancée d'humour, encore plus sensible lorsque l'on voit le chanteur sur scène. Bécaud est un véritable acteur, un artiste plein de fougue mais capable aussi de chuchoter certaines strophes, il chante, joue du piano, mime et se dépense avec frénésie. Il reste fidèle à un style, comme il reste fidèle à des thèmes et à ses

compositeurs. Il faudrait parler plus longuement de Pierre Delannoë, Maurice Vidalain et Louis Amade, dont les carrières sont très étroitement liées à celle de Gilbert Bécaud. Rappelons que Pierre Delannoë fut directeur artistique d'« *Europe N° 1* » et que la première chanson qui passa sur les ondes du nouveau poste fut une chanson de Gilbert Bécaud.

Mais si Gilbert Bécaud est devenu une très grande vedette de la chanson, il n'a pas pour autant oublié ses « *origines musicales* », et sa formation classique. Sa composition offre une grande originalité des thèmes musicaux et beaucoup de recherche dans les accompagnements. D'autre part, il a réalisé un jour un de ses « *rêves* » : la création d'un opéra en 1962 au théâtre des Champs-Élysées. Il s'agissait d'un véritable opéra qui était totalement l'œuvre du chanteur. La critique fut réservée et l'on parla d'échec. Or, il y eut quarante-huit représentations de « *L'Opéra d'Aran* » qui amenèrent 60.000 spectateurs.

Mais Gilbert Bécaud ne s'est pas découragé. Il a « *remonté* » son opéra qui fait actuellement des salles comblées en province et à l'étranger. Sa fidélité s'exerce également envers son « *rêve de petit garçon* » et envers la composition qui reste sa vocation essentielle. L'expression chantée n'est pas concevable pour lui sans une création musicale préalable à laquelle il se donne entièrement.

# notes de Lecture

## L'EUROPE COMMUNAUTAIRE

PAR PIERRE PFLIMLIN ET  
RAYMOND LEGRAND-LANE

Dans les temps de crise, il est toujours utile de prendre du recul par rapport aux difficultés du moment, afin de mieux dégager, au-delà des péripéties, les grandes perspectives, les lignes de force, les tendances essentielles de l'évolution.

La Communauté Européenne vient de connaître une crise grave. Malgré la relance du Marché Commun, on ne peut dire que cette crise soit entièrement surmontée.

Un effort de réflexion objective et sereine sur les problèmes européens nous paraît donc plus que jamais utile. Il permet de replacer les événements quotidiens dans une vision d'ensemble, et d'étudier les difficultés, sans passion, à la lumière de l'histoire, en se mettant à l'école des faits.

C'est à cet effort que se sont livrés avec bonheur MM. Pierre Pflimlin et Raymond Legrand-Lane dans « L'Europe communautaire » (1).

Nul n'était mieux placé que le Président Pflimlin pour contribuer à cette nécessaire clarification d'un problème fondamental et actuel. Il a participé en tant que Ministre responsable, aux côtés de Robert Schuman, aux premières initiatives qui sont à l'origine de la Communauté. Membre du Parlement européen, Président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, il a été depuis lors mêlé de très près à la vie des Institutions européennes. Pour cet homme de la frontière — maire de Strasbourg — et pour cet homme d'action, « l'Europe » n'est pas une idée séduisante, un sujet de discours, un thème de réunion publique. C'est une conviction profonde, un impératif prioritaire, la raison d'être d'un engagement politique. M. Pflimlin l'a prouvé en quittant, le 15 mai 1962, le gouvernement à cause de son désaccord avec la politique européenne du Général de Gaulle. On sait d'autre part — et cela donne encore plus de poids à son témoignage — qu'il n'a jamais versé dans l'opposition systématique et que ses jugements à l'égard du « gaullisme » ont toujours été mesurés, exempts de polémique et d'esprit partisan.

M. Pflimlin est avant tout un réaliste, soucieux d'efficacité. Il a trouvé en la personne de M. Raymond Legrand-Lane un « équipier » de qualité, qui ajoute à une longue expérience de l'Europe communautaire, vécue du dedans, jour après jour, la compétence d'un expert et le détachement d'un observateur. Ses fonctions importantes au Parlement européen l'ont placé en effet à un très bon poste d'observation, qui lui permet de suivre à la fois de près et de haut toute la politique européenne.

L'Europe communautaire, fruit de leur collaboration, est un ouvrage qui vient à son heure. Ce n'est pas seulement un excellent document de travail pour les universitaires, les praticiens et les militants de l'Europe. C'est aussi une tentative de synthèse qui nous « donne à penser ». Après une description des étapes, des Institutions, et des résultats de l'Europe communautaire, on y trouve une analyse pénétrante de la crise actuelle et de ses causes. On y trouve aussi des réflexions tournées vers l'avenir, notamment au sujet de « l'Europe politique », de ses structures et de ses finalités.

Quelle que soit la volonté des auteurs de dépasser les querelles doctrinales, force leur est de reconnaître qu'en définitive, il existe bien deux conceptions profondément différentes de l'Union européenne, correspondant à deux familles et à deux générations d'esprit. Ils en voient la preuve dans la crise du 30 juin, dont les causes, pensent-ils, n'ont pas été agricoles, mais politiques. « Il était de bon ton, depuis quelque temps, de juger superflue et périmée la controverse qui, pendant des années, avait opposé les partisans de l'Europe supranationale à ceux de « l'Europe des Patries » ou de « l'Europe des Etats »... A nos yeux, la fidélité aux principes n'est pas un vice, il n'est point nécessaire de la dissimuler sous le masque du réalisme. Pour ceux mêmes qui auraient pu en douter, il doit être évident aujourd'hui que la V<sup>e</sup> République qui, au nom du réalisme, reproche aux partisans de l'Europe communautaire d'être des dogmatiques, fait prévaloir elle-même, sur toutes autres considérations, les dogmes qui inspirent sa politique. »

Le clivage est alors apparu en toute clarté. Il ne porte pas sur des formules juridiques. Il est beaucoup plus pro-

(1) Editions Plon.

fond : « à notre sens, la ligne de partage... résulte de l'attitude des uns et des autres à l'égard de la souveraineté de l'Etat national. En deçà de cette ligne se tiennent ceux pour qui la souveraineté de l'Etat national est un absolu, qui ne peut souffrir ni limitation, ni délégation, ni dépassement. Au-delà, ceux qui pensent que certains pouvoirs de l'Etat peuvent être, dans l'intérêt même de la nation, transférés ou délégués à des autorités capables d'agir ou de trancher ». Cela ne signifie pas qu'il faut détruire les nations, les dissoudre ou les fusionner (des jugements sévères sont portés dans le livre à propos de certains « maximalistes »). Mais on ne peut faire l'Europe sans dépasser l'Etat national. Il faut en effet dépasser le nationalisme, s'affranchir du dogme de la souveraineté absolue de l'Etat national « pour unir les nations dans une Communauté plus vaste, capable de concevoir et de mettre en œuvre une volonté commune ».

Tel est l'esprit qui anime l'Europe communautaire. Son moteur, le véritable « fédérateur » de l'Europe n'est pas une inspiration étrangère, c'est une méthode au service d'une volonté politique. La volonté politique est indispensable, mais elle resterait impuissante sans la méthode qui garantit l'efficacité de l'action commune. Cette méthode originale et pragmatique, c'est celle que mettent en œuvre, depuis bientôt 16 ans, les Institutions communautaires : elle a fait ses preuves.

Il reste à voir si la méthode peut donner tous ses fruits en l'absence d'une volonté politique commune. L'échec — ou du moins le blocage — de « l'Europe politique » s'explique certes par les désaccords sur ses structures institutionnelles ou par la volonté de certains pays d'y faire participer la Grande-Bretagne. Il s'explique surtout par les désaccords sur la politique étrangère de l'Europe : « pendant de longues années, estiment MM. Pflimlin et Legrand-Lane, les controverses européennes ont porté sur l'organisation interne de l'Europe. Elles portent aujourd'hui sur la nature des rapports à établir entre l'Europe et le reste du monde. C'est sur la position de l'Europe dans le monde qu'il est indispensable de dégager cette volonté commune qui, avec la méthode que nous connaissons, doit être le fédérateur de notre continent. »

Le moins qu'on puisse dire est que les Six n'ont pas avancé dans cette voie depuis l'échec du Plan Fouché en avril 1962, échec que M. Pflimlin semble regretter. Les divergences se sont même accentuées depuis les décisions françaises sur l'O.T.A.N. de mars 1965.

C'est ce qui fait la gravité de la crise européenne, dont les derniers développements ont été analysés dans une « post-face », qui rend un son plutôt pessimiste. Et c'est pourquoi l'ouvrage s'achève sur une interrogation, une espérance et une angoisse. Les progrès importants de l'intégration économique, qui font de la Communauté européenne une réalité en constant développement, permettent d'envisager l'avenir avec une certaine confiance.

On peut également espérer que l'opinion des six pays restera consciente de la nécessité de l'union européenne. « L'Europe est-elle toujours actuelle » ? C'est le titre d'un des chapitres les plus importants de l'ouvrage. La réponse est évidemment affirmative, bien que la misère et la peur ne nous contraignent plus à l'unité. Il suffit pour s'en convaincre de songer au retard de nos pays en matière de recherches scientifiques et technique, cette clé du développement économique et de l'indépendance politique. Ou bien encore de se rappeler qu'en dehors de l'Europe il n'est pas de solution au problème allemand.

L'Europe est donc toujours et plus que jamais nécessaire

et, pour reprendre un mot de Robert Schuman : « L'Europe sera une communauté ou ne sera pas. » Cette Europe, seule efficace et cohérente, et qui ne se bâtera pas en un jour, sera-t-elle encore possible demain ? C'est la question qu'on se pose en refermant le livre. L'Europe n'est pas une fatalité. La force des choses nous y pousse. Mais, elle est l'œuvre de la volonté des hommes. Les occasions perdues ne se retrouvent pas toujours.

Peut-être, s'interrogent les auteurs dans leur conclusion, « le réveil des égoïsmes et des conceptions du passé tiendra-t-il pour un temps l'Europe en échec ? Mais il y a dans l'idée européenne tant de vérité, de grandeur et d'espérance qu'elle ne saurait mourir. Si nous devons échouer, la relève serait assurée un jour, tôt ou tard, par des hommes qui, affranchis des lourdeurs du passé, forceront les portes de l'avenir ». Disons en toute amitié à M. Pflimlin que notre génération se refuse à envisager une telle hypothèse d'un échec actuel. Car cet échec, même provisoire, fermerait, pour longtemps sans doute, les portes de l'avenir.

Jacques MALLET.

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### PAR BERNARD CAZES

Le livre de Bernard Cazes (1) a pour ambition de faire comprendre à l'honnête homme et à l'étudiant en quoi consiste exactement ce que l'on appelle l'activité économique. Le sujet est immense ; l'auteur est parvenu, sous un format certes confortable (400 pages) mais tout de même limité, à nous en offrir une remarquable synthèse, à la fois vivante, concrète et extrêmement riche.

Le titre, choisi, nous dit-il, par symétrie avec les autres titres de la collection « U » (vie politique, vie internationale), mais aussi sans doute par modestie, recouvre en effet, à la fois une analyse et une problématique de la croissance économique des nations. Bernard Cazes a éliminé d'emblée et je crois avec raison, les aspects régionaux et sectoriels de la vie économique, ses prolongements internationaux (sauf dans la mesure où ils influent directement sur les conditions internes de la croissance) et tout ce qui concerne l'économie de l'entreprise.

L'expérience qu'a l'auteur de la planification française lui a permis de traiter son sujet, du point de vue macro-économique de l'ensemble national, avec une compétence et une information qui lui attireront l'intérêt des spécialistes. Elle l'a peut-être néanmoins amené à privilégier les sociétés occidentales par rapport aux sociétés socialistes et au Tiers Monde.

(1) Armand Colin, Collection U.

Les trois premières parties de l'ouvrage sont en effet consacrées au monde occidental (« De la croissance économique », « De l'Homme économique », « De la Politique Economique ») ; la quatrième aux « Economies Collectivistes », la dernière au « Tiers Monde ».

La lecture du texte est efficacement prolongée par des annexes bibliographiques et des documents dont la richesse et le choix traduisent l'ampleur de l'information de l'auteur et un souci de pédagogie très poussée : les documents sont fort judicieusement choisis, et non sans humour, telle cette description du « kief » oriental destinée vraisemblablement à offrir à nos esprits occidentaux l'image tentatrice d'une des formes possibles de la civilisation des loisirs. La bibliographie complète heureusement, par l'indication d'ouvrages théoriques, le texte volontairement simple. En fin d'ouvrage le lecteur trouvera une bibliographie complémentaire et un lexique du vocabulaire économique. La présentation d'ensemble traduit le souci évident d'être compris jusque dans les questions les plus difficiles et de faciliter au maximum la tâche du lecteur.

Au fil de ses développements Bernard Cazes aborde sans concession, mais avec un souci de simplicité et de démythification du langage, parfois inutilement obscur, de l'économie, la description d'une société à laquelle la croissance réalisée depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle offre des possibilités et impose des contraintes nouvelles.

Le livre s'ouvre sur une analyse de la croissance économique, de son histoire et de ses conditions, d'un très grand intérêt. On y trouvera en particulier le rappel salutaire de la lenteur du processus de croissance en Occident puisque le taux de croissance depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle y a été compris entre 1 et 2 % par an en moyenne. L'ouvrage aborde ensuite le problème très actuel du repérage des facteurs qui agissent sur la croissance économique : le capital, la main-d'œuvre, et ce « facteur résiduel » mal défini mais dont les travaux les plus récents tendent à souligner l'importance et dans lequel entrent l'éducation, la recherche, les mentalités, l'adaptation de l'environnement. La mise en garde est nette à l'égard de ceux qui estiment que le problème principal est un problème d'investissement en sous-estimant les obstacles de tous autres ordres à l'expansion. Ces obstacles rendent compte d'un écart entre la croissance potentielle et la croissance effective d'une économie bien mise en valeur dans les première et troisième parties de l'ouvrage.

La seconde partie consacrée à l'étude du niveau de vie, du genre de vie et de leur évolution, expose d'une manière particulièrement vivante à l'aide de multiples exemples, l'évolution du « modèle de consommation » de type américain et pose explicitement les termes de l'option devant laquelle se trouveront placées de manière de plus en plus nette les sociétés européennes : devant l'apparition de « revenus discrétionnaires », c'est-à-dire dont l'affectation n'est plus nécessairement commandée par la pression des besoins vitaux, devant l'apparition de puissances nouvelles (les manifestations « d'anti-progrès ») le débat devra s'amplifier, que la France a effleuré à l'occasion du vote des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Plans, sur le dosage à opérer entre les consommations individuelles et les consommations satisfaites par la collectivité (santé, éducation, etc.) et sur le dosage des moyens à y affecter (moins de loisirs ou moins d'équipements ?). Les documents particulièrement riches permettront entre autres au lecteur d'apprendre que dans un pays aussi proche du nôtre que la Grande-Bretagne les notes de frais peuvent atteindre 3 % du Produit national, et de réfléchir sur l'opportunité de laisser se développer un « modèle » de ce genre...

L'exposé de la politique économique permet de retrouver, dans une présentation plus systématique, à travers de nombreux exemples français et étrangers, les problèmes de choix tels qu'ils se sont posés lors du vote des options du V<sup>e</sup> Plan en France. Quelques exemples inédits éclairent d'une manière frappante les contraintes qui pesaient sur l'économie française lors de l'élaboration du V<sup>e</sup> Plan ; ainsi les calculs de l'I.N.S.E.E. montraient que tout glissement de nos prix de 1 % par rapport à ceux de nos partenaires entraînerait au minimum une détérioration de l'ordre du milliard de dollars de notre balance commerciale. On y trouvera un exposé des systèmes économiques (le marché et ses imperfections, les systèmes de planification) et un rappel des risques que comporte l'exécution d'une politique économique. L'auteur insiste également avec raison sur les liaisons nécessaires entre politique conjoncturelle ou à court terme, et politique à moyen terme.

Les quelques exemples cités ne donnent qu'une modeste idée d'un ouvrage de cette importance, et de cette richesse. On pourra cependant peut-être regretter que l'auteur n'ait pas développé plus largement certains passages, notamment ceux qui concernent les instruments de la politique économique, particulièrement la monnaie et la politique monétaire, l'autofinancement, le débat sur stabilité et plein emploi. Sur ce dernier point, le passage du point de vue « keynésien » à l'optique « phillipsienne » aurait mérité plus d'explications dans le texte même sans porter atteinte au principe que Cazes paraît avoir adopté d'éviter les exposés de doctrine ; il est vrai qu'une citation bien choisie de Bertrand de Jouvenel dans un des documents annexes, éclaire fort bien l'enjeu du débat. On regrettera également la place réduite accordée à l'expérience yougoslave dans l'étude des économies collectivistes. Ces critiques n'enlèvent rien à ce que l'ouvrage contient de neuf et de positif : une explication claire, sans concession ni dérobade devant les problèmes complexes, servie par une information large puisée aux sources les plus récentes en France et à l'étranger, et utilisée avec un souci marqué d'être utile, et une grande honnêteté intellectuelle.

Tel qu'il se présente, l'ouvrage est donc à la fois une excellente introduction à la vie économique et beaucoup plus que cela. Il séduira par la manière concrète de poser les problèmes et par l'actualité de son information ; il constituera le point de départ d'une réflexion dont les jalons sont fournis avec soin. A ce double titre il mérite un large succès.

Jean-Jacques BONNAUD.

---

---

## FRANCE - FORUM

### est au service de l'idée démocratique

Si « France-Forum » vous intéresse, abonnez-vous, et si vous êtes abonné suscitez de nouveaux abonnés en diffusant des numéros spécimens de la revue que nous tenons à votre disposition.

---

---



# Science de l'opinion et démocratie

par Etienne BORNE

**A**U temps où ils ne cachait pas leur jeu, les théoriciens politiques adversaires de la démocratie faisaient volontiers appel à la science, à son esprit, à ses résultats, à la philosophie que semblent imposer cet esprit et ces résultats, pour instruire le procès d'un système politique qui reconnaît à l'atome humain une liberté métaphysique incompatible avec les lois positives de la nature, le considère comme une fin et un tout alors qu'il n'est objectivement que moyen et partie, et camoufle par des mystifications moralisantes une abrupte réalité faite d'intérêts affrontés, de puissances en conflit et où ne se rencontre d'autre vocation que celle du plus fort à nécessairement l'emporter. A ce réquisitoire, les défenseurs de la démocratie répliquaient que le règne humain n'est pas tout entier englobé dans l'ordre de la nature, que l'homme s'il est enraciné dans les réalités physiques et biologiques en émerge par l'esprit et par la liberté, et que par conséquent le génie et la générosité humaines ne sont pas incapables, dans leur autonomie, d'édifier une société qui contredirait l'inertie aveugle de la matière et le dynamisme sans morale de la lutte pour la vie par la recherche efficace d'une justice, dont le reste du monde ne saurait proposer d'exemple, de pressentiment ou d'image.

**A**UJOURD'HUI si la démocratie est universellement reconnue comme une valeur sûre et incontestable, on peut soupçonner qu'un tel accord est formel et verbal, car la percée et les progrès accélérés des sciences humaines mettent plus durement en question la démocratie que, ne le faisaient au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> des sciences naturelles qu'il fallait analogiquement transposer à la réalité humaine pour en tirer des conséquences fatales à l'idéalisme démocratique. Il est désormais acquis que l'homme aussi, l'homme individuel comme l'homme social, est objet de science, et non seulement dans son comportement extérieur mais dans sa réalité proprement psychique. La démocratie, la définition est classique, est un régime d'opinion, ce qui veut dire qu'elle requiert la confrontation et la libre manifestation des opinions par l'écriture et la parole, qu'elle exige, au point d'en faire éthique d'Etat et exercice civique, le respect des opinions et la reconnaissance de la liberté comme la pratique d'un seul et même devoir, enfin qu'elle n'hésite pas à confier à l'opinion publique, exprimée par le suffrage universel, une magistrature suprême d'aveu ou de désaveu du pouvoir politique. Or, cette opinion, que la démocratie établit en souveraine, ne saurait échapper aux prises de la science qui en étudiant ses conditionnements, ses fluctuations, son avenir lui enlève sa double dignité de principe premier et de libre et secrète subjectivité, pour en faire un effet déterminable, mesurable, prévisible, comme le montre le succès des sondages et des méthodes statistiques. Qu'il y ait dans l'idée et la réalité d'une science de l'opinion une mise en question redoutable de la démocratie, non seulement dans sa théorie, mais aussi dans sa pratique, car l'opinion dès lors qu'elle est scientifiquement connaissable dans ses conditions, pourra être techniquement orientée et aisément gouvernable, ce problème majeur ne doit pas être éludé et il faut féliciter la Semaine

Sociale de Nice d'avoir eu le courage de l'inscrire à son ordre du jour.

**I**L semblerait dès lors que la démocratie traditionnelle, la preuve étant faite de la naïveté de son fondement, doit céder la place ou servir seulement de couverture à une technocratie puisque la politique est enfin entrée dans un âge scientifique et positif. Les sciences économiques et humaines étant capables de déterminer objectifs et programmes de l'action politique en ajustant exactement les ressources aux finalités, le pouvoir n'aura plus qu'à éliminer les opinions anachroniques et utopiques et à obtenir l'adhésion de l'opinion à ces objectifs et à ce programme, en usant des moyens efficaces de formation et d'information dont il dispose. Une consultation populaire désormais sans « suspense » et toute de cérémonie vérifierait le haut niveau de conscience scientifiquement éclairée auquel sont parvenus les citoyens, un peu comme une classe entraînée par un bon maître fait la preuve unanime de son savoir le jour solennel de l'inspection.

**L**E marxisme, qui a réponse à tout, résout lui aussi le problème de la démocratie et il sait qu'il le résout, par des moyens également technocratiques, mais en imposant aux sciences humaines une autoritaire promotion philosophique. L'opinion économique politique, religieuse est un phénomène de classe. Le conflit des opinions, qu'on dit libres d'après les faux-semblants du libéralisme bourgeois, est une expression de la lutte des classes dans un système où concurrence et économie de marché valent pour les opinions comme pour les marchandises. Ainsi les opinions sont objectivées, déterminables, prévisibles, selon la requête de la science. Une opinion, sans échapper à cette loi générale, l'opinion révolutionnaire de la classe ouvrière, réconciliera science et démocratie parce qu'elle coïncide avec la vérité de l'homme et de l'histoire. Voilà pourquoi la société communiste est délivrée de la concurrence pré-scientifique des opinions par l'adhésion de l'opinion publique unanime à une vérité qui est à la fois celle du peuple, de l'Etat et de la science.

**A**U total, avouée ou feutrée, la polémique qui met en question la démocratie reste d'un siècle à l'autre tributaire de la même inspiration scientifique. Aujourd'hui comme hier les arguments antidémocratiques sont empruntés non à la biologie ou à la sociologie mais à une interprétation scientiste de ces sciences qui vise à objectiver complètement l'homme. Certes la démocratie est à repenser, non pas à congédier, dans ce monde où les sciences humaines nous font mieux comprendre combien les opinions humaines peuvent être dépendantes, précaires, vulnérables ou aussi obstinées et inentamables à l'évidence. Aspect partiel des choses, car une opinion traduit aussi, bon, médiocre ou mauvais, l'engagement d'une liberté, inquiète de ses valeurs. Et si les sciences humaines nous débarrassent d'une mythologie de l'opinion qui faussait la philosophie de la démocratie, elles ne sauraient imposer à l'action politique une vérité qui n'est pas toute dans l'opinion mais doit se dégager de la confrontation et du dialogue entre les opinions. Thèses capitales, mais qu'il faudrait philosophiquement fonder.